



PALESTINE VIVRA

PALESTINE VAINCRA

Octobre 2024

Nous avons décidé, par souci de lisibilité, de ne pas publier les notes de bas de pages dans cette brochure. Vous pourrez les consulter sur notre site. Chaque article est suivi d'un QR code renvoyant vers sa page internet.

Sommaire

INTRODUCTION	4
--------------	---

UNE HISTOIRE ABRÉGÉE DU «CONFLIT» ISRAËLO-PALESTINIEN	8
--	---

LE SIONISME : UN PROJET RACISTE ET CO- LONIAL QUI DOIT ÊTRE COMBATTU AU NOM DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTI- SÉMITISME !	16
---	----

POURQUOI LA CLASSE OUVRIÈRE ISRAË- LIENNE N'A PAS INTÉRÊT À LA FIN DE L'APAR- THEID	25
---	----

STRATÉGIES POUR LA LIBÉRATION : AN- CIENS ET NOUVEAUX ARGUMENTS DE LA GAUCHE PALESTINIENNE	31
--	----

Introduction

LES ATTAQUES DU 7 OCTOBRES SONT PRÉSENTÉES PAR CERTAIN·ES COMME UN ACTE IRRATIONNEL D'UNE ORGANISATION TERRORISTE MOTIVÉE PAR LA HAINE ANTISÉMITES. RIEN N'EST PLUS FAUX.

Les attaques du 7 octobre font partie de la longue lutte du peuple palestinien pour son émancipation et son droit à l'autodétermination face à l'occupation et la colonisation. Le 7 octobre est pensé comme une réponse à deux blocages stratégiques : celui de la cause palestinienne en général et celui du Hamas à Gaza.

L'accélération de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem et la normalisation en cours ou planifiée des relations d'Israël avec un nombre d'États du Moyen-Orient (les accords d'Abraham) réduisaient lentement mais sûrement l'horizon de l'autodétermination pour le peuple palestinien. Embourbé à Gaza sous blocus, le Hamas se voit réduit malgré lui à jouer le rôle de cogestionnaire de l'occupation israélienne. Selon le chercheur Tariq Baconî, "c'est dans ce contexte que le Hamas choisit de démentir l'idée qu'il a été endigué et de réapparaître en tant que parti armé."

L'opération vise à infliger une défaite surprise à Israël et à l'obliger à s'asseoir à la table des négociations en position défavorable, d'autant plus que la société israélienne est

elle-même en proie à des divisions internes.

Les dirigeants du Hamas espéraient aussi que l'attaque du 7 octobre déclencherait un nouveau soulèvement populaire en Cisjordanie et même parmi les Palestiniens des territoires occupés en 1948.

En réaction, le gouvernement et l'armée israélienne se sont fixés pour objectifs de détruire totalement le Hamas et de récupérer les otages par la force. Leur échec est évident au bout d'un an de guerre génocidaire contre le peuple palestinien : malgré la destruction d'une grande partie de sa force militaire, le Hamas et les autres factions armées survivent à Gaza et continuent d'infliger des pertes quotidiennes à l'armée israélienne, alors que celle-ci détourne son attention vers le Liban pour en faire le nouveau théâtre de ses massacres.

Dans ce contexte, certains arguments nous paraissent importants quant à la stratégie menée par le Hamas.

Le Hamas n'a pas réussi à faire asseoir Israël à la table des négociations pour lever le blocus de Gaza et libérer des prisonniers palestiniens. Malgré de fortes secousses internes, l'Etat colonial

semble avoir réussi à dépasser - pour l'instant - ses divisions, fut-ce au prix de la vie des otages abandonnés à Gaza. Après tout, comme le soulignait le militant palestinien Majd Kayyal avant le 7 octobre 2023, les divisions internes à Israël portent sur le contrôle "des moyens d'opprimer" le peuple palestinien. Israël a réussi à gérer tant bien que mal la seule pression militaire du Hamas et de ses alliés, justement car elle n'a pas été sujette à la pression d'une troisième Intifada en Cisjordanie.

Ce constat doit mettre en valeur une limite sérieuse de la stratégie du Hamas. Si elle est rhétoriquement mise en valeur, la mobilisation populaire est, dans le discours et la pratique du Hamas, dénuée de ses propres dynamiques. Elle est vue comme devant être déclenchée automatiquement par l'acte militaire d'une minorité de combattants héroïques. Bien qu'il ait célébré le soulèvement de 2021 et qu'il en ait appelé à un nouveau, le Hamas n'a absolument pas préparé de mobilisation par en-bas en Cisjordanie, ni avant le 7 octobre ni après. Il a plutôt encouragé la formation de cellules de résistants armés dans différentes villes de Cisjordanie. Opérant dans des conditions très difficiles, cernées d'un côté par l'occupation israélienne et de l'autre par les forces de l'ordre de l'Autorité palestinienne, les groupuscules armés, malgré leur popularité et leur héroïsme indéniables, n'ont

pas suffi pour changer le rapport de force en l'absence de mouvement de masse.

Face à l'occupation et la colonisation, le droit à la lutte armée est un droit indéniable du peuple palestinien et de toutes ses organisations, qu'elles soient de gauche ou nationalistes, laïques ou islamistes. Mais cette reconnaissance n'empêche pas de critiquer les stratégies de ces organisations. Par son approche élitiste et son instrumentalisation de la lutte par en-bas, le Hamas reproduit en réalité les erreurs passées de la gauche laïque palestinienne, comme développé dans un article de cette brochure.

Mais la stratégie de libération nationale de la Palestine ne peut se limiter à une analyse de la stratégie du Hamas et du mouvement de masse ou non des palestiniens sur leur territoire. Les stratégies d'affaiblissement de l'État colonial se jouent également en dehors de la Palestine et du Moyen-Orient. En effet, Israël ne peut survivre sans le soutien militaire, politique et financier des États impérialistes occidentaux et à leur tête, les États Unis. Depuis un an, le mouvement de solidarité mondial pour la Palestine se révèle donc être un acquis historique et stratégique pour l'émancipation du peuple palestinien.

Des batailles à mener et des arguments à gagner dans le mouvement de solidarité.

Dans la rue, dans les quartiers, sur les campus et parfois même sur les lieux de travail, des millions de personnes se sont mobilisées et continuent à le faire pour dénoncer Israël comme une puissance colonisatrice et raciste, coupable de crimes de guerre et de nettoyage ethnique.

La France n'est pas en reste. Les combats politiques menés depuis un an, malgré la violente répression policière et judiciaire, ainsi que l'abattage médiatique en faveur d'Israël, ont permis de gagner une nouvelle génération à la solidarité avec le peuple palestinien.

Mais le mouvement doit désormais trouver un second souffle et s'étendre. Il reste donc des batailles à mener et des arguments à gagner.

Beaucoup d'organisations de gauche et d'extrême-gauche ont renvoyé le Hamas et Netanyahu dos à dos. Elle s'appuient sur une analyse abstraite du Hamas en tant qu'organisation islamiste (décrit comme théocratique, obscurantiste et antisémite) plutôt comme de le voir comme ce qu'il est avant tout : un courant majeur de la lutte de libération nationale palestinienne.

La vision caricaturale adoptée par une grande partie de la gauche constitue un obstacle à une critique sérieuse du Hamas et des limites de sa stratégie. Elle peut déboucher sur un positionnement problématique dans le conflit, comme celui invitant la classe ouvrière palesti-

nienne à s'allier avec la classe ouvrière israélienne. Mais les intérêts matériels de cette dernière la placent fermement dans le camp de la colonisation, comme l'explique un article publié dans cette brochure.

Le mouvement Palestine en France, comme dans beaucoup d'autres pays, fait face à l'accusation systématique d'antisémitisme. Celles et ceux qui s'opposent au sionisme, qui est un projet colonial et raciste, seraient donc motivé.e.s par la haine des Juif.ves. Cette imposture est décortiquée et réfutée dans un article de cette brochure, mais la question est en lien avec la forme principale de racisme en France, l'islamophobie. En participant massivement à la manifestation de soutien à Israël en novembre 2023, l'extrême droite s'est elle-même blanchie de son passé et de son présent antisémite, pour mieux accuser tous.tes les musulman.e.s d'antisémitisme.

Il est donc nécessaire de construire des liens entre le mouvement de solidarité avec la Palestine et les mouvements antiracistes, en particulier contre l'islamophobie. Leurs destins politiques sont en partie liés : les offensives islamophobes réduisent le terrain sur lequel il est possible de construire la solidarité avec la Palestine et l'opposition à l'impérialisme français qui est allié à Israël.

Pour mener à bien ces arguments et tant d'autres, et continuer à étendre le mouvement de solidarité avec les Palestinien·nes, les comités locaux joueront un rôle central. Ils peuvent servir de base de mobilisation grâce à leur ancrage et les liens qu'ils développent avec les autres mouvements, les sections syndicales, etc. Les discussions locales qui peuvent lier à la fois la situation politique générale et les retours d'expérience de terrain, rendent les comités incontournables dans les discussions politiques qui déterminent la stratégie

du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Collectif, octobre 2024



Manifestation à Paris, 08 juin 2024.

Une histoire abrégée du « conflit » israélo- palestinien

L'ATTAQUE DU 7 OCTOBRE ET LA RÉACTION GÉNOCIDAIRE DE L'ÉTAT COLONIAL D'ISRAËL NE PEUVENT SE COMPRENDRE QUE DANS L'HISTOIRE LONGUE DE LA COLONISATION DE LA PALESTINE PAR DES SIONISTES SOUTENUS PAR LES IMPÉRIALISMES EUROPÉENS ET ÉTATSUNIEN.

LE COURANT SIONISTE

Deux grands courants politiques juifs émergent en réaction à l'antisémitisme en Europe et dans l'empire russe à la fin du 19^e siècle.

Le premier est un courant socialiste implanté dans la classe ouvrière juive et qui prend part à toutes les grandes luttes des exploitées en Europe. Ce courant, symbolisé par le Bund, préconise et pratique la lutte frontale contre l'antisémitisme et l'unité des exploitées sur une base de classe pour la transformation révolutionnaire de la société¹.

Le second courant est le sionisme, dont la figure de proue est Theodor Herzl. Pour les sionistes, il est impossible de combattre l'antisémitisme ; la seule solution est le séparatisme, la fondation d'un État juif. Mais c'est impossible sans

le soutien d'un pays impérialiste. Ayant un temps cherché à obtenir le parrainage de dirigeants de l'empire russe (eux-mêmes directement responsables de pogromes antisémites)², les sionistes se tournent vers la Grande-Bretagne.

Après la première guerre mondiale et la chute de l'empire ottoman, c'est l'empire britannique qui contrôle la Palestine et d'autres territoires arabes comme l'Iraq et l'Égypte. Il voit d'un bon œil l'implantation d'une population colonisatrice (et armée) en Palestine³. Elle pourra servir d'avant-poste de l'impérialisme dans une zone dont l'emplacement géographique et les ressources naturelles lui confèrent une importance centrale. Mais la migration juive vers la Palestine se fait au compte-gouttes jusqu'au début des années 1930. Ensuite, la montée de l'antisémitisme en Europe accélérera la migration vers la Palestine et liquidera au passage la tradition révolutionnaire juive.

SÉPARATISME ET NAKBA EN PALES- TINE

La vie sioniste en Palestine s'organise autour du principe de la discrimination systémique. Les « syndicats de travailleurs hébreux » (Histadrut) organisent des piquets pour empêcher les Arabes de travailler dans les entreprises juives, et empêcher les produits arabes d'être vendus sur les marchés juifs⁴. La lutte raciste prend donc le pas sur la lutte de classe pour les syndicats sionistes.

Une révolte palestinienne anti-coloniale éclate en 1936 contre les autorités britanniques et les expulsions de la paysannerie palestinienne par les sionistes. Le mouvement s'implante dans les milieux ruraux comme urbains et la lutte prend plusieurs formes, des manifestations de masse aux actions armées en passant par les grèves. Les élites palestiniennes traditionnelles rejoignent d'abord le mouvement mais, effrayées par sa radicalité, finissent par se ranger du côté des Britanniques.

Pour contrer la révolte, les Britanniques, en plus des méthodes « classiques » et brutales de répression coloniale, financent et organisent les milices sionistes (Haganah). Elles participent à la répression et à la protection des intérêts impérialistes britanniques⁵.

LES DEUX GÉNI- TEURS DE L'ETAT D'ISRAËL : LE NET- TOYAGE ETHNIQUE ET L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL

Face à une armée coloniale et des milices sionistes mieux armées et organisées, la révolte est écrasée en 1939. La défaite ouvre la voie à la création de l'Etat d'Israël neuf ans plus tard. Les milices sionistes, désormais organisées en véritable armée, massacrent des milliers de Palestiniens et en expulsent un peu moins d'un million, un nettoyage ethnique que les Palestiniens appelleront la « Nakba », mot arabe signifiant catastrophe. Moshe Dayan, militaire et dirigeant israélien déclarait en 1969 : « Des villages juifs ont été construits à la place des villages arabes [...] Il n'existe pas un seul endroit construit dans ce pays (NdT : Israël) qui n'eut pas précédemment été peuplé par des Arabes »⁶.

Le nettoyage ethnique et l'impérialisme occidental : voilà donc les deux géniteurs de l'Etat d'Israël. Cette double nature continue de définir Israël, qui ne manque aucune occasion de prouver son utilité à ses sponsors occidentaux tout en continuant le processus de dépossession et de colonisation des Pales-

tinien.ne.s auquel elle est structuellement contrainte.

ISRAËL MATE LES ÉTATS ARABES

En 1956, Israël s'allia à la Grande-Bretagne et la France pour attaquer l'Égypte en réaction à la nationalisation du canal de Suez par le régime de Nasser. La pression politique des USA et de l'URSS mit fin à l'aggression tripartite, mais seulement pour signaler que le Moyen-Orient serait désormais le terrain de jeu des deux superpuissances. A partir de ce moment, Israël devient la tête de pont principale de l'impérialisme américain dans la région. Israël engage une guerre surprise contre l'Égypte et la Syrie en 1967, met leurs armées en déroute en six jours et casse le dos du nationalisme arabe de Nasser. Ce tournant est significatif car il protège aussi les monarchies pétrolières arabes du Golfe, alliées aux USA et menacées par l'opposition nationaliste et anticoloniale inspirée par Nasser.

C'est à partir de ce moment que la résistance palestinienne s'organise autour de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) dominée par le Fatah de Yasser Arafat. L'OLP s'appuie principalement sur les camps de réfugié.e.s palestinien.ne.s situés au Liban, en Syrie et en Jordanie pour lancer des

attaques armées contre Israël. Le programme adopté est celui de la libération de toute la Palestine historique, le retour des réfugié.e.s et l'établissement d'un Etat laïc démocratique avec égalité des droits.

La résistance palestinienne devient immédiatement populaire parmi les masses palestiniennes et arabes, mais elle présente deux failles stratégiques. Premièrement, l'élitisme : l'accent est mis sur la lutte militaire dirigée par l'OLP et non sur les initiatives des masses sous toutes leurs formes. Et surtout, une politique dite de « non-ingérence » dans les affaires internes des Etats arabes est adoptée. Le Fatah pronait une non-ingérence « absolue » dans les affaires des régimes arabes, mais le FPLP (Front Populaire pour la Libération de la Palestine, autre faction de l'OLP), d'orientation « marxiste-léniniste », appliquait cette politique de manière sélective : il distinguait les régimes arabes selon une nature soit-disant progressiste ou réactionnaire.

Cette politique de non-ingérence rendit l'OLP et ses différentes factions finalement tributaires de sponsors étatiques successifs, de dirigeants régionaux (qu'ils fussent classés « progressistes » ou « réactionnaires ») profitant de la popularité de la lutte palestinienne pour consolider la légitimité de leurs régime. En même temps, ces dirigeants réprimaient des mouvements et des soulèvements po-

pulaires et sociaux eux-mêmes largement inspirés par la lutte palestinienne. Les factions de résistance armée actuelles comme le Hamas suivent une politique similaire dans leurs rapports avec la masse palestinienne et les régimes de la région.

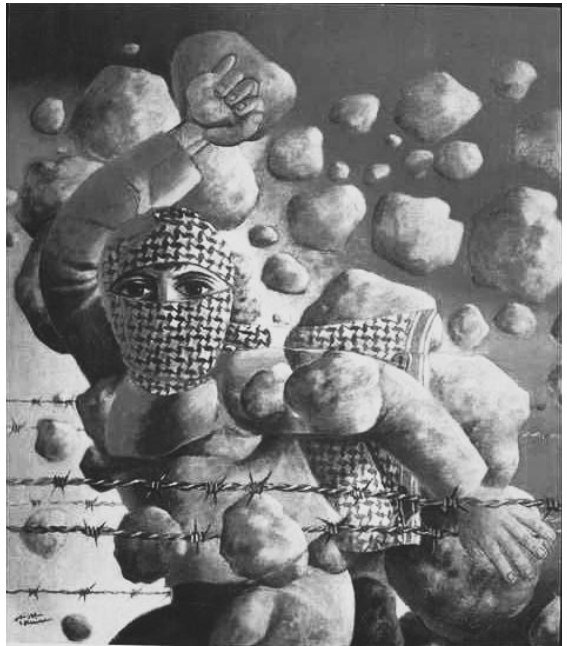
1987 : PREMIÈRE INTIFADA

Chassée de la Jordanie en 1970, l'OLP se réfugie à Beyrouth. L'invasion du Liban par Israël en 1982 et le siège brutal de Beyrouth contraignent l'OLP à se retirer vers Tunis.

Ayant vaincu les Etats arabes en 1967, éloigné l'OLP de ses frontières en 1982 (et entretemps signé des accords de paix avec l'Egypte en 1979), Israël pouvait légitimement penser avoir liquidé la cause palestinienne. Mais en 1987 éclate la première Intifada (« soulèvement » en arabe), révolte populaire à Gaza et en Cisjordanie. Ce mouvement de masse face à l'occupation est le plus gros soulèvement en terre palestinienne depuis la révolte de 1937 ; il prend la forme de manifestations, de grèves de masse et d'actions armées individuelles ou organisées. Yasser Arafat reste populaire parmi les palestiniens mais ne

contrôle absolument pas l'Intifada dont les symboles resteront des enfants jetant des pierres.

En réaction à l'Intifada, des cadres palestiniens d'organisations sœurs des Frères Musulmans égyptiens et implantées à Gaza fondent le Hamas⁷. Jusque-là, la majorité des islamistes se contentaient de prosélitisme et d'activités sociales et caritatives. Le Hamas et sa branche armée⁸ adoptent une politique de confrontation avec Israël, comme le fait le Jihad Islamique⁹ fondé quelques années plus tôt, également par d'anciens cadres des Frères Musulmans.



La première intifada, « guerre des pierres », vue par Sliman Mansour, artiste palestinien.

ACCORDS D'OSLO ET LA NAISSANCE DE L'AUTORITÉ PA- LESTINIENNE

Après les régimes arabes et la guérilla issue des camps de réfugié.e.s de pays limitrophes, c'est au tour des Palestinien.ne.s de Gaza et de Cisjordanie de poser un sérieux problème à Israël. Pour le résoudre, la classe dirigeante israélienne est prête à un compromis avec le Fatah d'Arafat : les accords d'Oslo sont signés en 1994 sous le patronage des USA, désormais tous-puissants au Moyen-Orient après la chute de l'URSS, et donnent naissance à l'Autorité Palestinienne (AP). Celle-ci exerce son semblant d'autorité sur Gaza et la Cisjordanie, dont l'occupation par l'armée israélienne et la colonisation progressive continuent néanmoins.

Il s'agit d'un Etat au rabais pour la bourgeoisie palestinienne collaboratrice et corrompue, qui reconnaît officiellement l'Etat d'Israël et condamne « le terrorisme et autres formes de violences ». L'AP, dont la totalité des revenus transite par l'administration israélienne, est dotée de forces de sécurité et de services de renseignement avec plus de 40000 hommes armés. Ils sont là pour réprimer toute tentative de résistance, armée ou non, venant de Gaza ou de Cisjordanie. Israël semble donc avoir réussi un coup

de maître : sous-traiter le contrôle quotidien des Palestinien.ne.s à une organisation palestinienne en lui faisant miroiter une carotte pourrie, la solution « à deux Etats » où l'Etat existant occupe et continue de coloniser le territoire désigné du futur Etat.

Une seconde Intifada éclate en 2000 dans les territoires palestiniens. Similaire à celle de 1987, elle est plus massive et plus violente avec la multiplication d'attaques des différents groupes armés de toutes tendances¹⁰. L'Intifada est un désaveu clair de la politique conciliatrice de l'AP et signale que le peuple palestinien n'est pas prêt de lâcher l'affaire.

LA MONTÉE DU HAMAS

En 2006, le Hamas gagne (à la régulière) les élections dans les territoires palestiniens. C'est un camouflet de plus pour le Fatah et sa politique, mais celui-ci, avec l'appui d'Israël et des pays occidentaux, rejette les résultats. Après un affrontement armé, l'AP prend le contrôle de la Cisjordanie et le Hamas prend le contrôle de Gaza. L'armée israélienne, qui s'était retirée de la bande de Gaza un an plus tôt, entame un blocus du territoire avec la complicité du régime égyptien.

La nouvelle situation est donc celle où des guerres périodiques

éclatent entre Israël d'un côté, le Hamas et d'autres factions armées¹¹ à Gaza, alors qu'en Cisjordanie l'occupation continue et la colonisation s'accélère sous les yeux d'une Autorité Palestinienne qui n'attend plus qu'on vienne signer son acte de décès. Les affrontements sont réguliers entre manifestant.e.s palestinien.ne.s et soldats israéliens qui protègent des colons de plus en plus agressifs et ouvertement fascistes.

En 2021, un soulèvement contre la poursuite de la colonisation de Jérusalem-Est éclate en Cisjordanie, et s'étend jusqu'à l'intérieur de l'Etat d'Israël, où il existe des populations palestiniennes¹² représentant une minorité appauvrie et discriminée ; en même temps éclate une confrontation armée entre la résistance à Gaza et Israël. Pour la première fois depuis la Nakba, un mouvement politique a lieu sur tout le territoire de la Palestine historique : la lutte renoue les fils que le colonialisme avait cassé.

DILEMMES MORAUX ?

L'histoire du « conflit » israélo-palestinien est plus complexe que le résumé donné ci-dessus. Mais les questions essentielles, qui permettent de prendre position, sont assez simples : Israël est un Etat né d'un processus de colonisa-

tion et de nettoyage ethnique. Il n'a pu le faire sans le soutien des forces impérialistes les plus puissantes, à savoir la Grande-Bretagne puis les USA.

L'existence même de l'Etat d'Israël signifie la poursuite de la colonisation et de l'occupation, jusqu'à la liquidation finale de la « cause palestinienne ». Toutes les tendances politiques – sionistes- en Israël sont des variations sur ce même thème. Selon le militant palestinien Majd Kayyal, la lutte politique intérieure en Israël pivote, en dernier lieu, sur « la détention des moyens et sur la méthode à utiliser pour opprimer les Palestinien.nes.¹³ » La « démocratie » israélienne ne vaut donc pas mieux que la démocratie des propriétaires d'esclaves Etats-Uniens au 19e siècle ou que celle de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid.

C'est seulement dans ce contexte historique qu'on peut analyser sérieusement les attaques du 7 octobre 2023 et espérer y porter un jugement moral. Elles sont un acte politique effectué par des moyens militaires. Or tout le procédé du camp d'en-face est de dépolitiser (et pas seulement sur la question palestinienne).

Pour Frédéric Lordon, « Fait pour n'installer que la perspective de l'éradication et barrer toute analyse politique, 'terrorisme' est une catégorie hors-politique, une catégorie qui fait sortir de la politique.¹⁴ » Or il n'existe pas de morale au-dessus

de la politique ; celles et ceux qui affirment le contraire le font pour des raisons... politiques. Pour nous faire croire qu'un Etat colonisateur et occupant aurait le « droit de se défendre » face aux colonisé.e.s et aux occupé.e.s. Pour protéger le status quo.

Mais alors, les atrocités ? La guerre est le domaine des atrocités ; elle et ses calamités sont imposées par l'oppresseur, qui naturellement en commet beaucoup plus que l'opprimé. Algérie, Vietnam, Commune de Paris, Afrique du Sud : les opprimé.e.s ont commis beaucoup d'atrocités durant leurs luttes émancipatrices. Pendant la guerre de Sécession, les esclaves noirs ont commis des exactions horribles lorsqu'ils se sont retrouvés armés à la main face à leurs anciens « propriétaires » et leurs familles. Qui oserait nous dire aujourd'hui que cette violence était illégitime ? Alors pourquoi celle des palestiniens.ne.s contre leurs colonisateurs serait moins légitime ?

PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES! (SAUF LES MOYENS ISLAMISTES)

L'islamisme du Hamas, par les temps qui courent, offre une ex-

cuse bon marché à la gauche vacillante qui veut éviter de choquer l'opinion publique bourgeoise en se déclarant solidaire de la résistance palestinienne. Il suffit ici d'attirer l'attention sur quelques faits : le Hamas n'est ni le premier, ni le dernier mouvement anticolonial à avoir des références idéologiques réactionnaires. De plus, toutes les factions armées palestiniennes (islamistes, nationalistes laïques, marxistes) sans exception se sont déclarées solidaires de l'opération du 7 octobre 2023 et combattent ouvertement aux côtés du Hamas. Ce dernier est, au final, une faction palestinienne parmi tant d'autres, à la fois parti politique, mouvement social et groupe armé, avec son histoire contradictoire mais ancrée dans la lutte nationale pour la libération de la Palestine. Et c'est pour cette dernière raison que le Hamas est populaire en Palestine¹⁵. C'est pour cette raison aussi qu'il mérite que l'on sorte de la stupéfaction intellectuelle dans laquelle nous plongeant les mots « terroriste », « obscurantiste », etc, et qu'on tente de l'analyser rationnellement pour ce qu'il est, de le critiquer pour les bonnes raisons.

PERSPECTIVES DE LIBÉRATION

Les ministres et généraux israéliens déclarent ouvertement que la guerre actuelle est l'opportunité de

poursuivre le nettoyage ethnique en expulsant les « animaux humains » qui habitent Gaza vers le désert du Sinaï en Egypte.

Joe Biden aime répéter que « si Israël n'existait pas, il eut fallu l'inventer pour protéger nos intérêts dans la région ». Au lendemain de l'attaque du 7 octobre, il a envoyé deux portes-avions et un sous-marin nucléaire en mer Méditerranée pour appuyer son vassal. Faisant face à Israël, les Palestinien.ne.s se battent aussi contre l'impérialisme le plus puissant de l'histoire. La lutte nationale palestinienne n'est donc pas une lutte isolée, elle est intimement liée à la lutte anti-impérialiste et à la lutte des classes dans la région.

La libération de la Palestine passe par la lutte des classes dans toutes les capitales des régimes arabes, car elle nécessite le renversement de tout l'ordre établi dans la région et au-delà, afin de remplacer un Etat colonial par un Etat laïc, démocratique, qui reconnaisse des droits égaux à toutes et tous, Juif.ve.s, Musulman.e.s, Chrétien.ne.s et personnes sans religions.

La révolution égyptienne de 2011 a été menée par un large milieu militant (nationaliste, islamiste, socialiste et ouvrier) formé dans les luttes de solidarité avec l'Intifada de 2000 ; le premier symbole auquel les révolutionnaires se sont attaqué.e.s après la chute de Moubarak en 2011 fut l'ambassade d'Is-

raël, ce qui a mené les dirigeants israéliens à déclarer que la révolution égyptienne leur était bien plus dangereuse que la menace venant de l'Iran.

Affirmer cela n'est pas dévaloriser la lutte du peuple palestinien ; c'est au contraire montrer que, lorsque les Palestinien.ne.s se soulèvent, c'est le destin de l'humanité qui est en jeu.

Jad Bouharoun (Paris 18e)
Les Cahiers d'A2C #10 –
Novembre 2023



*Une histoire abrégée
du «conflit» israélo-
palestinien*

Le sionisme : un projet raciste et colonial qui doit être combattu au nom de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme !

LE GÉNOCIDE EN COURS À GAZA¹ N'EST PAS LA CONSÉQUENCE DES ATTAQUES DU 7 OCTOBRE 2023. IL REPRÉSENTE L'ABOUTISSEMENT D'UNE LONGUE HISTOIRE COLONIALE QUI CARACTÉRISE ISRAËL DEPUIS SA CRÉATION.

Le sionisme est l'idéologie réactionnaire responsable de la situation actuelle. La propagande israélienne défend cette politique en semant la confusion et va jusqu'à présenter les Israélien·nes comme victimes d'un pogrom réalisé par des nouveaux nazis² que seraient les Palestinien·nes. Ce type de récit vise à mobiliser un imaginaire très douloureux pour les juif·ves pour justifier toute sorte de violences envers Gaza. En France, la hausse des actes antisémites observée depuis le 7 octobre a été utilisée pour défendre les crimes d'Israël et criminaliser le soutien à la Palestine. Cette instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme a atteint son paroxysme avec la marche du 12 novembre 2023 achevant la nor-

malisation de l'extrême droite en France.

L'ANTISÉMITISME, UNE HISTOIRE EU- ROPÉENNE

L'antisémitisme consiste en la haine des juif·ves parce qu'ils sont juif·ves. En Europe, cela a pris plusieurs formes, la plus ancienne est chrétienne lorsque les juif·ves ont été perçus comme le peuple déicide. La communauté juive est alors vue comme une communauté à part à laquelle on ne peut pas faire confiance.

Pendant le Moyen âge, l'antisémitisme se manifeste par la suspicion envers les juif·ves, la stigmatisation

de leurs commerces, l'interdiction d'accès à certaines professions, des accusations de trahison, diffusion des maladies, sorcellerie et toutes sortes de croyances stigmatisantes. Les juif-ves sont souvent contraintes de porter des vêtements distinctifs, de vivre dans des ghettos, jusqu'à être la cible de pogroms. Le point culminant de cette logique a été l'inquisition dans les pays ibériques avec la persécution et l'extermination de milliers de personnes, contraignant les juif-ves à se convertir au christianisme ou à partir, notamment dans des pays d'Afrique du Nord.

Au 19e siècle, avec le développement du colonialisme et de l'État-nation, l'antisémitisme renforce son caractère racial en plus de toute la mystique religieuse. Les juif-ves sont alors vu-es comme une minorité faisant obstacle à la création de nations « ethniquement pures ». Les juif-ves sont victimes de discrimination en Europe de l'Ouest et de pogroms en Europe de l'Est. Cette haine du juif atteint son paroxysme au 20e siècle avec la Shoah³.

LE SIONISME, UNE DOCTRINE RÉACTIONNAIRE

Le mot sionisme vient du mont Sion, le nom d'une colline à Jérusalem

où dans le passé biblique se trouvait le temple du roi Salomon. Le sionisme devient un mouvement politique avec le journaliste viennois Theodor Herzl et la publication de son livre *Der Judenstaat* (L'État juif) en 1896. En s'adressant d'abord à la bourgeoisie, Herzl propose la création d'un État pour les juif-ves en réponse au contexte européen d'antisémitisme endémique. La création d'un foyer juif doit leur assurer la sécurité. Cette idée s'inscrit dans les mouvements nationalistes en vogue à cette époque avec la chute des empires Austro-Hongrois et Ottoman.

Du côté de la classe ouvrière, des organisations d'autodéfense juives ne soutiennent pas l'idée de création d'un État juif, mais l'organisation collective pour lutter contre l'antisémitisme. Le plus connu de ces mouvements a été le Bund, un parti politique juif, socialiste, marxiste et laïque. Ils s'opposent au sionisme qu'ils voient comme un nationalisme brisant la lutte des classes et comme une entreprise nécessairement colonialiste⁴.

Le premier congrès sioniste a lieu à Bâle, en Suisse, en 1897. Le sionisme devient alors un mouvement politique organisé. Plusieurs lieux ont été envisagés pour ce projet comme Madagascar, Chypre, l'Argentine, etc. Finalement, c'est la Palestine qui est choisie. Depuis 638, cette région, qui s'appelait Canaan puis Palestine, est occupée par des musulman-es et des mi-

norités juive et chrétienne. Les premiers sionistes juifs n'étaient pas du tout pratiquants. Cependant, ils comprennent que le choix de la Palestine, liée à l'histoire biblique, est un argument pour convaincre les religieux. Ces derniers étaient très réticents à la création d'un État juif car pour eux, les juif-ves devaient vivre là où iels étaient jusqu'à l'arrivée du messie.

Le mouvement sioniste commence alors à entretenir des liens avec des antisémites occidentaux, partageant avec eux la conviction que les juif-ves ne doivent pas rester en Europe. Pour ces derniers, le sionisme a été vu comme un moyen d'assurer la pureté ethn raciale des nations européennes en se « débarrassant » des juif-ves. Ainsi, Herzl rencontre à deux reprises l'empereur d'Allemagne Guillaume II, antisémite notoire⁵. Son intérêt pour le projet sioniste était le départ des juif-ves d'Allemagne. C'est dans la même logique qu'Édouard Drumont, auteur du pamphlet antisémite *La France juive*, écrira dans *La Libre parole* en 1897 qu'avec le projet sioniste, « les Juifs font leur bonheur en faisant le nôtre ».



Premier congrès sioniste à Bâle en 1897.

Le sionisme a aussi été soutenu par une partie du mouvement protestant millénariste. C'est influencé par ce sionisme chrétien que lord Balfour a pu à la fois édicter des lois antisémites en Angleterre en 1905 et promettre en 1917 un foyer national aux juif-ves en Palestine dans la fameuse déclaration Balfour⁶ (l'Angleterre servant en outre ses intérêts impérialistes dans la région⁷). La réalité est que le sionisme s'inscrit dans une doctrine raciale, alliée à un discours religieux qui cherche à construire un État où une ethnie domine les autres. Il est fondé sur une idéologie suprémaciste. Il voulait créer un État à majorité juive dans un endroit qui était déjà occupé par une majorité musulmane. Comme les sionistes étaient européens et, en grande partie, membres de la bourgeoisie, iels étaient imprégnés par les idées colonialistes européennes de l'époque. Par consé-

quent, il n'y avait pas beaucoup de manières pour résoudre l'équation géographique et démographique à laquelle iels étaient confrontés. C'est par l'occupation, l'expulsion, l'encerclement et le nettoyage ethnique que le sionisme va se mettre en pratique⁸. Le sionisme a toujours été une idéologie raciste et coloniale qu'il soit appliqué par la gauche de Ben Gourion ou par la droite de Jabotinsky à Netanyahou.

SIONISME ET L'INSTRUMENTALI- SATION DE L'ANTI- SÉMITISME

Aujourd'hui, le soutien au sionisme permet à différents mouvements d'extrême droite en occident de se réhabiliter après leur dis-crédit suite à la Shoah. L'extrême droite et le sionisme se rejoignent dans leurs pratiques islamophobes et s'accordent sur le principe que juif-ves et non-juif-ves ne peuvent pas vivre ensemble avec les mêmes droits.

Après sa création, l'État d'Israël entretiendra de très bonnes relations avec l'Afrique du sud de l'apartheid et les dictatures sud-américaines. Ces dernières décennies, le gouvernement d'Israël cherche à renforcer sa position à l'international en nouant des liens avec des mouvements d'extrême

droite à l'étranger. Plusieurs mouvements antisémites deviennent alors acceptables, à condition qu'ils soient sionistes. Ce rapprochement se fait au nom de la lutte contre l'islamisme et repose sur un deal : l'État d'Israël blanchira les mouvements d'extrême droite de l'accusation d'antisémitisme en échange du soutien inconditionnel à leurs politiques⁹.

En Europe de l'Est, le gouvernement israélien s'est rapproché de régimes autoritaires et de partis nationalistes. Ces derniers apportent un soutien inconditionnel à Israël tout en réhabilitant les régimes ayant collaboré avec les nazis, au nom de la résistance au communisme¹⁰. C'est dans la même logique que de nombreux leaders d'extrême droite d'Europe de l'Ouest se rendent en Cisjordanie pour apporter leur soutien à la colonisation. En Amérique, le sionisme chrétien, très important parmi les évangélistes, explique les positions jusqu'au boutiste de Bolsonaro ou Trump.

L'AMALGAME ENTRE ANTISIO- NISME ET ANTISÉ- MITISME

Le 16 juillet 2017, lors de la commémoration du 75e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, Emmanuel

Macron a déclaré en présence de Benjamin Netanyahu : « Nous ne céderons jamais à l'antisionisme, car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Cette déclaration marque une nouvelle étape dans la criminalisation du soutien à la Palestine, qui se manifestait déjà par la répression de la campagne BDS.

Cet amalgame de l'antisionisme à l'antisémitisme a été l'instrument d'Israël et des classes dirigeantes occidentales pour attaquer les acteurs politiques qui prennent position en faveur de la Palestine. Cette assimilation est à la fois trompeuse et infamante. Le contexte historique permet d'expliquer la différence entre le judaïsme et le sionisme, et donc la différence entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Le judaïsme est une culture et une religion et le sionisme une idéologie. L'antisémitisme est un phénomène très ancien, qui repose sur la haine des juif·ves pour ce qu'ils sont. À l'inverse, l'antisionisme est un phénomène récent et est d'abord le fait de juif·ves. Il ne s'attaque pas à une religion ou à une ethnie mais à une idéologie nationaliste et colonialiste¹¹. Ainsi, les Palestinien·nes qui se sont opposé·es à l'expulsion de leur terre ne sont pas des antisémites mais des anticolonialistes. De la même façon, celles et ceux qui les soutiennent.

La propagande israélienne trouve dans l'instrumentalisation de l'antisémitisme le meilleur moyen pour disqualifier ceux

qui dénoncent les conséquences criminelles de plus en plus visibles du sionisme. Ainsi, il devient impossible de faire le lien entre l'idéologie d'Israël et les conséquences concrètes de cette idéologie. Toute personne qui critique Israël devient alors un antisémite ou un·e juif·ve qui se déteste. Cette instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme permet de s'attaquer à la fois à la gauche anticolonialiste et aux musulman·nes présenté·es comme les acteurs d'un supposé « nouvel antisémitisme ».

LE « NOUVEL ANTI-SÉMITISME »

En France, l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme se base sur le concept de « nouvel antisémitisme » qui ne reposerait plus sur les acteurs traditionnels de l'extrême droite, mais sur les islamistes et la gauche antisioniste. Ce discours produit une rhétorique raciste où la lutte contre l'antisémitisme n'a alors plus pour but la défense des juif·ves mais la stigmatisation des musulman·nes. Les juif·ves, associé·es à l'Occident via Israël, deviennent un moyen d'expliquer l'incompatibilité des musulman·nes avec la nation et de garantir ainsi sa pureté. Cette soit disant défense des juif·ves contre les autres minorités n'a pas pour effet de protéger les juif·ves mais de renforcer les clichés à leur en-

contre. Elle renforce notamment le fantasme de la double allégeance en assignant à tous·tes les juif·ves un lien avec Israël, les mettant à part de la communauté nationale¹². En France, le soutien du FN à Israël depuis 2011 a été central dans le processus de dédiabolisation du parti de Marine Le Pen. Ce concept de « nouvel antisémitisme » a notamment servi de base idéologique à la marche du 12 novembre 2023 où la normalisation du principal parti d'extrême droite français s'est définitivement réalisée. Cette marche a été initiée par les présidents du Sénat et de l'Assemblée, deux soutiens inconditionnels à la politique d'Israël. Dans leur tribune parue dans le Figaro, iels appellent à défiler contre l'antisémitisme et pour les valeurs de la République. Iels évoquent la laïcité, la libération des otages israélien·nes et la lutte contre l'islamisme mais jamais l'extrême droite, le racisme, le colonialisme ou la situation à Gaza¹³.

Le résultat de cette marche, où Le Pen et Zemmour ont été acclamé·es et la gauche ayant acceptée cette farce a été huée, ne peut pas être le recul de l'antisémitisme. Malgré les dénégations de certain·es, il est évident que cette manifestation était une marque de soutien à Israël au moment même où un massacre se déchaîne sur Gaza et où en France les manifestations pour la Palestine sont interdites sur prétexte d'antisémitisme. Le seul effet concret de cette manifestation aura

donc été d'intégrer le RN à un nouvel « arc républicain », préparant la future alliance entre la bourgeoisie et les mouvements fascistes¹⁴. Cette alliance en gestation manifestera ses effets un mois plus tard avec le vote commun du RN et de Renaissance de la loi asile immigration.

SIONISME ET CONFUSIONS À GAUCHE

Cette instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme qui rend suspect tout soutien à la Palestine n'est pas sans effet à gauche. L'accusation d'antisémitisme sert alors à intimider les militant·es à grand coup d'injonction morale. Apparaît alors ces situations absurdes d'inversion accusatoire où les soutiens au génocide en cours somme leur contradicteur de condamner la résistance palestinienne. Ces campagnes de dénigrement fonctionnent. Elles ont contraint le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn à démissionner au Royaume-Uni. Aujourd'hui, Jean Luc Mélenchon en est la principale cible malgré la position peu radicale de LFI soutenant la solution à deux États.

Ces attaques diffamatoires sont le fait de la droite et de l'extrême droite, mais aussi des sionistes « de gauche » plus ou moins assumés. Ainsi, face au pire drame subi par



Le RN à la manifestation «contre l'antisémitisme» du 07 novembre 2023.

tique du gouvernement Netanyahu et apportent un soutien abstrait au peuple palestinien, cela ne se concrétise jamais dans les faits. Ainsi, ne pas reconnaître le caractère terroriste des

les Palestinien·nes depuis la Nakba, tout une partie de la gauche s'est perdue dans des débats sur l'antisémitisme à gauche. Il ne fait pourtant pas débat que l'antisémitisme est un phénomène structurel et peut donc être présent à gauche où il doit être combattu. L'objet de ces débats n'est pas de combattre l'antisémitisme à gauche mais de silencer toute position antisioniste.

Les sionistes de gauche les plus assumés, inspirés par les Antideutsche allemand, alimentent l'illusion que le mouvement sioniste est un mouvement de libération national. Ainsi, nier le droit à l'autodétermination du peuple juif est antisémite. L'antisionisme devient donc un antisémitisme. D'autres, sans être ouvertement sioniste, qualifient d'antisémites toutes actions du mouvement antisioniste. S'ils condamnent la poli-

attaques du 7 octobre 2023 est assimilé à de l'antisémitisme. S'ils reconnaissent la Nakba, la reconnaissance et la condamnation de la colonisation ne concerne que la Cisjordanie et le droit au retour des palestinien·nes n'est pas reconnu. L'apartheid israélien n'est pas reconnue et la campagne BDS est considérée comme antisémite. S'ils condamnent les massacres à Gaza, ils ne reconnaissent pas leur caractère génocidaire. Ils refusent de participer aux manifestations pour le cessez-le-feu à cause des slogans perçus comme antisémites. « Palestine libre de la mer au Jourdain » est notamment présenté comme la volonté d'expulser les israélien·nes de Palestine et non d'en finir avec l'apartheid et de créer un État binational.

On finit alors par se demander comment leur soutien au peuple Palestinien se traduit dans les faits quand tout modes d'actions, violents comme pacifistes, même les manifestations en France, ne sont pas considérés comme acceptable.

Pendant le génocide en cours, il faut donc constater que l'ensemble des actions de ces sionistes de « gauche » se sont réduites à s'attaquer aux soutiens de la Palestine. La mairie de Paris allant jusqu'à annuler une conférence pour la paix et contre l'antisémitisme de Judith Butler, militante juive antisioniste¹⁵.

MOBILISONS-NOUS !

L'état d'Israël étant intrinsèquement colonial, les intérêts économiques et politiques des populations israélienne et palestinienne sont fondamentalement contradictoires dans le contexte actuel. Cette réalité matérielle se traduit par un endoctrinement de la société israélienne. Les sondages montrent un soutien massif de la population israélienne aux opérations à Gaza et les manifestations contre le gouvernement se réduisent à demander la libération des otages sans aucune mention à un soutien aux palestinien. Il ne faut donc pas attendre qu'au sein d'Israël se développe un mouvement de solidarité

conséquent envers les palestiniens remettant en cause la suprématie juive de l'Etat d'Israël.

Aux États-Unis où se trouve la plus grande communauté juive hors Israël, de nombreux mouvements de juif-ves antisionistes nous montrent la voie du soutien au peuple Palestinien. Des organisations comme Jewish Voice for Peace, If not now organisent des manif, des actions de blocage et des occupations, comme au Capitole pour exiger le cessez-le-feu et l'arrêt du financement états-unien à l'État d'Israël. Leurs mots d'ordre, comme « Pas en mon nom » et « plus jamais ça, c'est plus jamais pour tout le monde », montrent un mouvement très important de désolidarisation de l'entreprise coloniale sioniste. Cette idéologie néfaste instrumentalise la souffrance juive qui a eu lieu pendant des siècles et qui a laissé d'énormes traumatismes, pour justifier le massacre de tout un peuple. Tout cela au nom d'une supposée sécurité pour les juif-ves qui ne pourra jamais avoir lieu au détriment des Palestinien. En France, des collectifs juifs décoloniaux se forment en suivant le chemin de l'UJFP (Union juive française pour la paix), comme Tsedek ! et Kessem, en ayant comme boussole la justice, la décolonisation et la lutte contre toutes formes de racisme.

En tant que militant-es antiracistes nous nous tenons du côté de tous-tes les opprimé-es. Dans le pas-



Des militant-es juif-ves occupent le Congrès américain en octobre 2023.

sé, les juif-ves ont été victimes d'un racisme extrêmement brutal qui a culminé avec la Shoah. Aujourd'hui, reste encore vivant tout un imaginaire antisémite dans la société. Cet imaginaire inspire encore des discours et des actes antisémites, allant jusqu'au meurtre. Nous devons aussi être aux côtés des personnes qui subissent ces violences. Cependant, la lutte contre l'oppression que subissent les Palestinien-nés ne peut pas être confondu avec de l'antisémitisme. L'État d'Israël est un État très puissant, soutenu par la plus grande puissance militaire du monde. Derrière ce soutien inconditionnel, d'énormes intérêts géopolitiques et économiques sont en jeu. Israël essaye à tout prix de se présenter comme victime lorsqu'il met en place une politique d'apartheid et de nettoyage ethnique envers le peuple palestinien. Nous ne devons pas accepter ce récit, ni nous paralyser devant des accusations d'antisémitisme lorsqu'on

lutte contre cette puissance coloniale qui dés-humanise et écrase les Palestinien-nés. Il est impératif de continuer les mobilisations, les campagnes de boycott au niveau individuel, de désinvestisse-

ment au niveau institutionnel et de demandes de sanctions au niveau des États. Nous voulons la Palestine libre de la mer au Jourdain et la liberté pour toutes et tous !

Dani. et Hugo (Toulouse)
Les Cahiers d'A2C #11 –
Janvier 2024



Le sionisme : un projet raciste et colonial qui doit être combattu au nom de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme !

Pourquoi la classe ouvrière israélienne n'a pas intérêt à la fin de l'apartheid

LES MARXISTES CONSIDÈRENT QUE LA CLASSE OUVRIÈRE, PAR SES CONDITIONS OBJECTIVES D'EXISTENCE, EST LA SEULE FORCE SOCIALE AYANT À LA FOIS L'INTÉRÊT ET LA CAPACITÉ DE METTRE FIN À CE SYSTÈME D'EXPLOITATION ET D'OPPRESSIONS. « PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! » CONCLUT MARX DANS LE MANIFESTE COMMUNISTE. « TRAVAILLEURS ISRAËLIENS ET PALESTINIENS, UNISSEZ-VOUS ! » REPRENNENT LES ANALYSES DE LA PLUPART DES COURANTS QUI SE RÉCLAMENT EN FRANCE DE CETTE TRADITION¹. LE PROBLÈME, C'EST QUE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ISRAËLIENNE CELA NE MARCHE PAS, CAR LES ISRAËLIEN-NES SONT — MATÉRIELLEMENT — AVANT TOUT DES COLONS.

Le point de vue développé ici ne découle donc pas du fait que la classe ouvrière israélienne adhère idéologiquement à un projet colonial raciste. Il ne découle pas non plus d'un constat plus général selon lequel tous les travailleur·euses de puissances dominantes bénéficieraient automatiquement de l'oppression des travailleur·euses des pays dominés, et n'auraient donc pas intérêt à soutenir les luttes de libération². Il repose sur une analyse de la classe ouvrière israélienne démontrant que ses conditions matérielles d'existence, son niveau de vie, dépendent en grande partie de son rôle de colon, qui n'a donc pas d'intérêt objectif à défendre l'égalité des droits avec les Palestinien·nes.

Deux références utiles développent ce point de vue. La pre-

mière est un article de militants israéliens, fondateurs de Matzpen, Moshe Machover et Akiva Orr. Publié en 1969, « The Class character of Israel » constitue une analyse marxiste pionnière de la nature de la classe ouvrière israélienne³. Ils y fournissent une explication du fait que « L'expérience de 50 ans ne contient pas un seul exemple de travailleurs israéliens mobilisés sur des questions matérielles ou syndicales pour contester le régime israélien lui-même ; (...) Au contraire, les travailleurs israéliens ont presque toujours fait passer leur loyauté nationale avant leur loyauté de classe. ».

Le second article est celui d'une militante américaine qui a grandi en Israël, Daphna Thier. Dans « What's the matter with the Israeli working class ? » écrit en 2018⁴ elle

actualise l'analyse de Orr et Mashover et analyse l'impact sur l'économie israélienne des évolutions du contexte international. Je reprends ici les éléments clés de leurs analyses.

« LE CARACTÈRE DE CLASSE D'IS- RAËL »

Mashover et Orr fournissent une démonstration convaincante selon laquelle le sionisme atténue le conflit de classe interne à Israël, en raison de la position particulière des travailleur·euses dans un État colonial défendant les intérêts impérialistes occidentaux.

« Lorsque Marx a fait la célèbre déclaration selon laquelle « un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre », il ne s'agissait pas seulement d'un jugement moral. Il voulait également dire que dans une société dont les dirigeants oppriment un autre peuple, la classe exploitée qui ne s'oppose pas activement à cette oppression en devient inévitablement complice. Même si cette classe ne tire aucun profit direct de cette oppression, elle devient sensible à l'illusion qu'elle a un intérêt commun

avec ses propres dirigeants à perpétuer cette oppression. Une telle classe a tendance à suivre ses dirigeants plutôt qu'à les défier. Ceci est encore plus vrai lorsque l'oppression n'a pas lieu dans un pays lointain, mais « chez nous », et lorsque l'oppression nationale et l'expropriation forment les conditions mêmes de l'émergence et de l'existence de la société oppressive. ».

Israël est une colonie de peuplement des terres de Palestine. Or, les paysan·nes arabes y proposent leur travail et leurs produits à un prix très inférieur au niveau de vie des Européen·nes. Le seul moyen de pérenniser une immigration juive européenne dans la région est de lui offrir des conditions de vie supérieures à celles de la population arabe voisine. Cela s'est organisé par le biais de trois mécanismes.

Le premier est la mise en place de la ségrégation économique pour empêcher l'emploi des travailleur·euses arabes par les employeur·euses juif·ves, et empêcher la vente de produits palestiniens.

Sans ce boycott, aucun travailleur·euse ou agriculteur·rice européen·ne n'aurait survécu économiquement. C'est la principale confédération syndicale israélienne, la Histadrout, qui organise cette ségrégation. Aucun parti, pas



Affiche sioniste des années 30 : «Donnez-moi du travail, achetez des produits locaux».

même la « gauche » la plus radicale, ne s'y oppose.

Le second moyen est de faire bénéficier directement les travailleur·euses israélien·nes de ce que certains auteurs ont comparé à de l'accumulation primitive. Comme l'expliquent Machover et Orr dans leur essai, ce n'est pas la bourgeoisie qui s'est appropriée le capital volé par l'expulsion des Palestiniens de leurs terres, mais l'État et la bureaucratie ouvrière. Les biens immobiliers palestiniens ont été distribués à la population juive

d'Israël. En 1954, plus de 30 % de la population juive vivait sur des propriétés anciennement arabes, et « seules 10 % des terres détenues par les organismes sionistes dans l'Israël d'avant 1967 avaient été achetées avant 1948 ». Les Israélien·nes vivent sur des terres volées aux Palestiniens et dans les maisons de ceux qui ont été chassé·es lors de la Nakba en 1948. L'Office des réfugié·es des Nations unies a estimé la valeur des biens volés à plus de 5 milliards de dollars en monnaie courante.

Enfin, le Capital étranger a massivement subventionné les dépenses sociales gouvernementales. En 1951, le journal israélien Haaretz utilisera l'expression de « chien de garde » pour caractériser la relation d'Israël avec l'impérialisme. Pour ce rôle, Machover et Orr écrivent qu'Israël « est financé par l'impérialisme sans être économiquement exploité par lui. » Les soutiens impérialistes versent de l'argent à leur chien de garde au Moyen-Orient, et une partie de cette somme est utilisée pour cimenter le soutien de la classe ouvrière israélienne au sionisme. Sans les subventions qu'ils fournissent, les Juif·ves du reste du monde ne seraient pas autant incité·es à émi-

grer en Israël. Et de nombreux Israélien·nes, habitués·es au niveau de vie européen ou nord-américain, émigreraient en Europe ou en Amérique du Nord pour tenter de le garder. Leurs sources montrent qu'entre 1948 (date de création de l'État d'Israël) et 1968, plus de 5 milliards de fonds sont transférés à Israël, sans contrepartie. Aucun empire colonial n'a jamais rapatrié de tels bénéfices par habitant·e. Ces fonds proviennent au départ essentiellement de dons d'associations juives sionistes, des réparations allemandes et dans une moindre mesure de l'aide économique versée directement par le gouvernement américain. Cette dernière bondit

après 1967, lorsqu'Israël a écrasé militairement ses voisins arabes.

Machover et Orr écrivent :

« L'ensemble de l'économie israélienne repose sur le rôle politique et militaire particulier que le sionisme et la société des colons jouent dans l'ensemble du Moyen-Orient. Si l'on considère Israël isolément du reste du Moyen-Orient, il n'y a aucune explication au fait que 70 % de l'afflux de capitaux n'est pas destiné à un gain économique et n'est pas soumis à des considérations de rentabilité. Mais le problème



Une famille de Jérusalem expulsée de chez elle par des colons israéliens, en 2009.

est immédiatement résolu si l'on considère Israël comme une composante du Moyen-Orient. Le fait qu'une partie considérable de cet argent provienne de dons collectés par les sionistes auprès des juifs du monde entier ne change rien au fait qu'il s'agit d'une subvention de l'impérialisme. Ce qui importe, c'est plutôt le fait que le Trésor américain soit disposé à considérer ces fonds, collectés aux États-Unis pour être transférés dans un autre pays, comme des « dons de charité » donnant droit à des exonérations de l'impôt sur le revenu. (...)

Cela signifie que, bien que des conflits de classe existent dans la société israélienne, ils sont limités par le fait que la société dans son ensemble est subventionnée de l'extérieur (...)

« QUEL EST LE PROBLÈME AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE ISRAÉLIENNE ? »

L'article de Daphna Thier, rédigé presque 50 ans plus tard, ques-

tionne la robustesse de l'analyse de Mashover et Orr :

« Depuis 1969, beaucoup de choses ont changé. Le niveau de vie des travailleurs israéliens s'est érodé et les salaires réels n'ont cessé de baisser. Aujourd'hui, l'essentiel de l'aide étrangère est le financement militaire. Enfin, l'aide américaine (...) a proportionnellement moins d'influence sur l'économie israélienne qu'en 1969 (...). Ainsi, la base de l'argument — que le niveau de vie élevé de la classe ouvrière israélienne repose sur les subventions impérialistes — est affaiblie. »

Pour Daphna Thier, c'est désormais l'économie d'armement qui cimente l'adhésion au projet sioniste :

« L'aide étrangère et les incitations impérialistes ne sont plus directement investies dans la classe ouvrière, mais les travailleurs israéliens sont désormais récompensés par le biais de l'économie de l'armement. C'est pourquoi, malgré le manque de mobilité sociale et la dégradation économique du néolibéralisme, la classe ouvrière reste plus que jamais attachée au sionisme.

La classe ouvrière est devenue dépendante de l'éducation, du logement et des opportunités de carrière que sa participation à Tsahal

lui offre. Ils ont trouvé des voies d'avancement dans l'industrie de haute technologie alimentée par l'armée, avec plus de 9 % des travailleurs concentrés dans la haute technologie. Et comme les pensions et les salaires réels se sont érodés, le coût moins élevé de la vie dans les Territoires occupés est devenu essentiel. ».

Même les sections les plus opprimées de la classe ouvrière israélienne, qui mènent des luttes économiques, réclament non pas une distribution égale des richesses pour tous les habitant·es de la Palestine, mais plutôt une modification du partage issu du pillage des Palestinien·nes.

Par ailleurs, même si l'économie israélienne est aujourd'hui moins dépendante de l'aide impérialiste, s'en passer conduirait très probablement à une crise interne importante. À chaque crise économique, Israël a fait appel à une aide économique d'urgence auprès des USA. Et les subventions militaires de l'impérialisme aident toujours à ce que les travailleur·euses israélien·nes bénéficient d'un niveau de vie bien supérieur à celui des Palestinien·nes ou des travailleur·euses des pays arabes voisins.

CONCLUSION :

Tant que les travailleurs et travailleuses israélien·nes profiteront

matériellement d'un projet colonial sioniste soutenu par les puissances impérialistes, iels ne pourront constituer des alliés des Palestinien·nes. Daphna Thier compare cette situation à celle de gardiens de prison, dont les moyens de subsistance dépendent de la prison remplie par des Palestinien·nes. C'est la raison pour laquelle c'est la classe ouvrière des pays arabes du Moyen-Orient qui peut jouer un rôle décisif aux côtés du peuple palestinien. Et que la lutte de celle des puissances impérialistes pour casser le soutien à Israël est si importante : ce ne sera que lorsque Israël perdra son rôle d'avant-poste de l'impérialisme que des fractures et des basculements dans la classe ouvrière israélienne deviendront possibles.

Vanina Giudicelli (Paris 20e)
Les Cahiers d'A2C #12 – Mars
2024



*Pourquoi la classe
ouvrière israélienne n'a
pas intérêt à la fin de
l'apartheid*

Stratégies pour la libération : anciens et nouveaux arguments de la gauche palestinienne

APRÈS PLUS DE 8 MOIS DE GÉNOCIDE ISRAËLIEN À GAZA, LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE TIENT TOUJOURS BON.¹

Aujourd'hui, cette résistance est dominée par des organisations islamistes. La principale force militaire et politique dans la bande de Gaza (et de plus en plus, depuis l'offensive du 7 octobre, en dehors de Gaza) est le mouvement islamiste Hamas.² Les opérations militaires de sa branche armée, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, sont souvent menées en collaboration avec le deuxième groupe politique le plus important, le Jihad islamique palestinien.³ Bien que des organisations de gauche telles que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) soient membres de la Salle commune des factions de la résistance palestinienne – formée en 2018 pour coordonner la lutte armée à Gaza – l'influence militaire et politique des courants historiques de la gauche palestinienne est marginale à l'heure actuelle.

Toutefois, cela n'a pas toujours été le cas. Dans les années 1970 et

1980, le FPLP, le plus important parti politique palestinien qui se définissait comme marxiste-léniniste, était à la fois célèbre et tristement célèbre dans le monde entier en raison de ses opérations militantes. L'organisation publiait un journal hebdomadaire en langue arabe, Al-Hadaf (La Cible), ainsi qu'une publication mensuelle en langue anglaise, PFLP Bulletin.

Ces deux publications contenaient des analyses et de la théorie politique et traitaient des affaires internationales, des questions sociales et de culture. Le nombre de membres du FPLP était estimé à environ 5 000 pour la seule Jordanie, et près de la moitié d'entre eux étaient des combattants armés.⁴ L'organisation gérait des hôpitaux, des écoles, des crèches et d'autres services en Jordanie et au Liban. En effet, mon père et des dizaines de milliers d'autres Palestiniens à Gaza et au-delà sympathisaient avec les factions de gauche laïques

au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui servait de groupe de coordination pour les factions palestiniennes. Ces groupes de gauche entretenaient des liens étroits avec la diaspora palestinienne, les partis communistes et les organisations politiques du monde entier.

Dans cet article, je soutiens que les raisons du déclin des organisations historiques de la gauche palestinienne résident principalement dans la priorité accordée aux stratégies militaires, qui les a rendues dépendantes des structures de l'OLP. La concurrence bureaucratique entre les factions de l'OLP pour le financement et le soutien des régimes de la région a réduit l'espace d'organisation susceptible de libérer l'énergie créatrice des gens ordinaires par la lutte par en bas. La domination des conceptions staliniennes d'une révolution par « étapes », où la lutte nationale prendrait toujours le pas sur la lutte pour la libération sociale de l'exploitation et de l'oppression, a étouffé la dynamique révolutionnaire de la lutte palestinienne.

Aujourd'hui, les questions de stratégie sont revenues à la surface en raison des révolutions et contre-révolutions arabes depuis 2011, de l'escalade militaire dramatique au Moyen-Orient depuis l'offensive menée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, de la réponse brutale d'Israël et des échos de tout cela dans le mouvement

croissant de solidarité avec la Palestine dans les pays occidentaux. Une nouvelle gauche palestinienne se développe, en particulier dans la diaspora, avec des formations telles que le Palestinian Youth Movement qui joue un rôle dans la formation de courants radicaux dans le mouvement de solidarité.

Pour les socialistes révolutionnaires, les Palestiniens ont toujours eu – et continuent d'avoir – le droit de résister, par tous les moyens nécessaires, à la colonie sioniste soutenue par l'impérialisme qui occupe leur terre et les opprime. Ils doivent bénéficier de notre soutien inconditionnel lorsqu'ils luttent pour la liberté. Cependant, notre solidarité avec la lutte d'un peuple opprimé n'empêche pas la nécessité d'une critique des tactiques et des stratégies employées par les organisations palestiniennes.⁵ Revisiter l'histoire et les débats controversés au sein de la gauche palestinienne peut constituer une ressource vitale, nous aidant à comprendre les leçons du passé et à développer une stratégie de libération du colonialisme sioniste aujourd'hui.

ORIGINES DE LA GAUCHE PALESTINIENNE

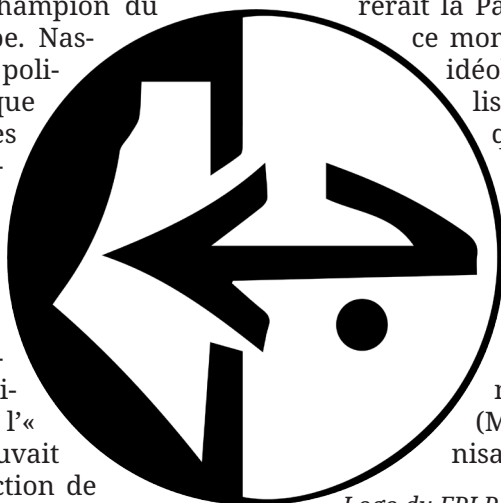
Dans les années 1950, une nouvelle sorte de nationalisme arabe

au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a vu sa popularité exploser. Cette idéologie considérait les Arabes comme un seul peuple (« qawm » en arabe) qui avait été divisé par les frontières artificiellement imposées à l'époque coloniale. En 1952 et 1958, respectivement, de jeunes officiers militaires égyptiens et irakiens ont renversé leurs monarchies soutenues par les Britanniques, et le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser s'est imposé comme le champion du nationalisme arabe. Nasser a lancé un défi politique et économique aux anciennes puissances impérialistes, la Grande-Bretagne et la France, en nationalisant le canal de Suez en 1956. Ces développements ont alimenté l'idée que l'« unité arabe » pouvait être créée par l'action de nationalistes radicaux à la tête de l'État. En 1958, l'Égypte et la Syrie ont accepté la première grande fusion d'États arabes, la République arabe unie. La libération de la Palestine a été présentée comme une cause centrale du nationalisme arabe, de nombreux Palestiniens attendant de Nasser qu'il s'oppose à Israël⁶.

La gauche palestinienne est née d'une double crise de ce nationa-

lisme arabe. Le premier moment de crise s'est produit en 1961, lorsque l'État syrien s'est séparé de la République arabe unie, qui avait été créée trois ans auparavant. Le second moment de crise, plus grave, s'est déroulé avec la défaite dévastatrice des armées arabes face à Israël lors de la guerre des Six Jours en 1967. L'échec militaire de l'Égypte, de la Jordanie et de la Syrie a remis en question la doctrine selon laquelle l'unité arabe libérerait la Palestine. C'est à

ce moment-là que les idéologies nationalistes de gauche, qualifiées de « marxistes », ont commencé à concurrencer le nassérisme au sein du Mouvement nationaliste arabe (MNA), une organisation panarabe fondée par un groupe d'étu-



Logo du FPLP

dants palestiniens de l'Université américaine de Beyrouth à la suite de la Nakba (« catastrophe ») – l'expulsion forcée de quelque 750 000 personnes par l'État d'Israël nouvellement créé, en 1948.

Selon le sociologue palestinien Jamil Hilal, les critiques de gauche du nassérisme se tournaient vers « tout ce qui était disponible sur le marché ».⁷ Les idéologies les plus

populaires sur le « marché » de l'époque étaient celles qui dominaient les luttes de libération nationale en Algérie et au Viêt Nam, pour lesquelles de nombreux Palestiniens avaient un grand respect. Les textes des figures de proue des luttes anticoloniales, telles que Mao Zedong, Che Guevara et Ho Chi Minh, étaient largement lus et discutés. Dans ce contexte, la théorie stalinienne des étapes a gagné en influence dans la gauche palestinienne. Selon cette théorie, le rôle des communistes dans les luttes de libération nationale était de soutenir le projet de la classe capitaliste indigène de construire un État-nation et d'éviter soigneusement de risquer la rupture des alliances avec les capitalistes en s'abstenant de promouvoir une révolution sociale contre le capitalisme. L'indépendance nationale devait être atteinte avant que le socialisme puisse être mis à l'ordre du jour ; une première étape, la révolution bourgeoise, devait être achevée avant qu'une deuxième étape, la révolution socialiste, ne puisse être entamée.

Parmi les personnes intéressées par ce modèle de libération nationale se trouvaient deux fondateurs du MNA : George Habash, un Palestinien ayant vécu le nettoyage ethnique à Lydda pendant la Nakba, et Wadie Haddad, qui avait été expulsé de Safad en 1948. Tous deux étaient de jeunes médecins panarabistes et dirigeaient ensemble une

clinique médicale à Amman, en Jordanie. Ils ont contribué à transformer la section palestinienne du MNA en FPLP, en fusionnant avec le Front de libération de la Palestine et d'autres groupes de « fedayins ».⁸

L'OLP, en revanche, a d'abord été créée comme un produit et un outil de Nasser dans un contexte de rivalités régionales en 1964. Toutefois, la situation a changé avec la défaite militaire de Nasser lors de la guerre des six jours et l'opération de guérilla étonnamment réussie contre l'armée israélienne en Jordanie lors de la bataille de Karameh par le Fatah, un groupe de guérilla palestinien.⁹ Le Fatah a ensuite pris le contrôle de l'OLP, l'a transformée en un mouvement de masse et l'a rendu plus indépendante du Caire. Les nouveaux groupes de gauche, dont les dirigeants avaient auparavant rejeté l'OLP, l'ont rejointe.

Par conséquent, l'OLP de cette période se composait d'une série de factions de résistance armée à l'idéologie laïque. Le Fatah était la plus importante et existait depuis les années 1950, bien qu'il n'ait commencé ses opérations militaires qu'en 1965. Sa politique était fondée sur une forme de nationalisme « watani » qui défendait une identité nationale palestinienne partagée, distincte du projet nationaliste panarabe « qawmi ».¹⁰ Le nationalisme du Fatah visait à représenter toutes les classes sociales palestiniennes, ce qui plaisait à la classe capitaliste palestinienne, qui avait

besoin d'un mouvement de masse pour mener sa lutte en faveur de la création d'un État-nation palestinien, mais qui cherchait également à éviter de mettre en péril ses alliances avec les États capitalistes arabes existants. Le Fatah est devenu le parti de la bourgeoisie palestinienne. Les figures de proue du Fatah, ainsi que ses concurrents de gauche au sein de la nouvelle OLP, sont issues de la classe moyenne et de l'intelligentsia palestiniennes exilées dans les États arabes.

Le Fatah a tenté de se lier à une politique de non-ingérence dans les affaires des États arabes, rejetant l'idée de s'impliquer dans les luttes politiques au sein d'autres pays arabes. En revanche, le FPLP considérait l'ingérence comme essentielle. Cependant, il n'a pas réussi à rompre totalement avec son passé panarabiste et son concept d'ingérence ne visait pas les révolutions ouvrières et la destruction des machines d'État capitalistes. Les conceptions idéologiques et organisationnelles du FPLP suivaient l'exemple des mouvements de libération nationale du tiers-monde, dont les intellectuels radicaux s'orientaient vers les modèles chinois et soviétiques de capitalisme d'État comme méthode de création de la croissance économique et de l'indépendance. L'organisation a continué à considérer que la libération nationale nécessitait le soutien des gouvernements arabes à la résistance pa-

lestinienne. C'est ce que Habash, le premier secrétaire général du FPLP, entendait lorsqu'il reprenait le slogan panarabiste initialement formulé par le président de l'OLP, Ahmad Shukeiri : « La route vers la Palestine passe par Amman, par Beyrouth, par Le Caire et par Riyad ».¹¹ Lorsque les socialistes révolutionnaires reprennent le même slogan, il est investi d'une signification très différente, à savoir que les luttes révolutionnaires des travailleurs et des populations appauvries dans les pays entourant la Palestine sont essentielles à la victoire de la révolution palestinienne.

LE PRIX DE LA DÉPENDANCE

L'OLP utilisait des tactiques de la guerre asymétrique pour affronter son puissant ennemi israélien. Cependant, les risques étaient énormes pour ceux qui menaient la lutte dévouée (et souvent nécessairement clandestine) de la résistance souterraine contre un ennemi militairement supérieur. Avec la victoire d'Israël sur le nationalisme arabe lors de la guerre des six jours, l'État colonisateur est devenu le chien de garde de l'impérialisme américain dans la région. Les dirigeants politiques palestiniens risquaient d'être assassinés ou emprisonnés à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine, et leurs

organisations furent criminalisées par Israël et l'Occident.

Après sa rupture avec Nasser, l'OLP a accepté le soutien de nouveaux acteurs étatiques, allant des monarchies du Golfe à l'Algérie postcoloniale, en passant par le Viêt Nam et Cuba. L'organisation a tenté de prospérer financièrement, militairement et diplomatiquement en s'appuyant sur la rivalité inter-impérialiste entre Washington et Moscou pendant la guerre froide, ainsi que sur les rivalités régionales entre les régimes arabes.

L'aile gauche de l'OLP n'a pas fait exception à la règle du parrainage extérieur par des acteurs étatiques. Omar Mostafa note :

[Bien] qu'il ait rejeté, à juste titre, l'idée que certains régimes arabes étaient socialistes, le FPLP a fait une fausse distinction entre les régimes réactionnaires qui s'accommodaient de l'impérialisme et les régimes nationalistes progressistes qui étaient obligés de lutter contre lui. Sur la base de cette distinction, le FPLP s'est allié à un certain nombre de gouvernements arabes répressifs, tels que le régime baasiste en Irak et le régime d'Assad en Syrie.¹²

Le FPLP était la plus grande faction de l'OLP à gauche du Fatah, mais il n'était pas le seul. A l'ori-

gine, le Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine a été formé après une scission de gauche par d'anciens membres du MNA et du FPLP, s'organisant en tant qu'« aile progressiste » autour du magazine Al-Hurriyya (« Liberté »). En 1969, il fait sécession du FPLP sur la base d'un rejet de la théorie différenciant les États arabes réactionnaires et progressistes, et l'organisation adopte officiellement le nom de Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) en 1975. Ses critiques à l'égard du FPLP remettaient également en question son approche militaire, plaidant initialement pour une transition vers une véritable « guerre populaire » de libération en suscitant « une conscience politique fondamentale » parmi les masses.¹³ Cependant, le FDLP n'a pas réussi à rester financièrement indépendant des régimes arabes qu'il rejetait théoriquement. Mamdouh Nofal, ancien trésorier du FDLP, a affirmé dans une interview à Al Jazeera que « le FDLP a reçu 1 million de dollars par mois de la Libye, le FPLP plus d'un million de dollars, et le commandement général [du FPLP] 1,5 million de dollars au cours de la période allant de 1978 à 1980 ».¹⁴

Bien que le FDLP ait commencé par être une scission de gauche du FPLP, rejetant la théorie des « régimes arabes progressistes » tout en s'accrochant à d'autres faiblesses telles que la théorie des étapes, il a opéré un brusque virage à droite à

la suite de la crise à laquelle l'OLP a été confrontée en Jordanie en 1970, lorsque la monarchie jordanienne a mené une guerre civile brutale contre elle. En 1973, quelques années seulement après avoir évoqué son intention de former des soviets, le FDLP a lancé un programme intitulé « Politique des phases », qui plaidait en faveur d'une « autorité nationale combattante indépendante », c'est-à-dire d'un mini-État palestinien à Gaza et en Cisjordanie. L'année suivante, lors du Conseil national palestinien, ce précurseur de la « solution à deux États » a été adopté par le chef du Fatah et de l'OLP, Yasser Arafat.

Les reculs politiques du FDLP et du Fatah sur cette question étaient des réactions tragiques et erronées à la grave défaite infligée au mouvement national palestinien par les événements de Jordanie en 1970. La position des États de la région à l'égard du mouvement national palestinien est restée contradictoire. L'Arabie saoudite et le Koweït prétendaient soutenir l'OLP, mais ils subventionnaient simultanément la monarchie jordanienne qui commençait à intensifier ses attaques contre les organisations palestiniennes.¹⁵ Malgré les signes d'instabilité du régime jordanien et les appels des partis palestiniens de gauche en Jordanie à mettre fin au règne réactionnaire du roi Hussein, aucune de ces organisations ne s'est sérieusement préparée à l'éventualité d'un soulèvement ré-

volutionnaire contre la monarchie en 1969-70. La mobilisation de milliers de Palestiniens et de Jordaniens dans un mouvement de masse contre la monarchie aurait pu prévenir la menace imminente de l'expulsion des guérilleros palestiniens de Jordanie et ouvrir la voie à la libération de la Palestine. Pourtant, au lieu de s'ancrer dans la classe ouvrière palestinienne et jordanienne, le FPLP s'est concentré sur le détournement d'avions, prenant le contrôle d'un certain nombre d'avions de ligne occidentaux et les faisant atterrir en Jordanie en septembre 1970.

Lorsque le régime jordanien a lancé sa répression contre l'OLP, la justifiant comme une réaction aux détournements d'avions, aucune des forces palestiniennes n'était prête. Toujours soucieux de ne pas froisser leurs confrères de la classe dirigeante arabe, les dirigeants du Fatah ont accepté des trêves au milieu des bombardements, ce qui a simplement permis au roi Hussein de renforcer la discipline au sein de son armée. Il n'y a eu aucune tentative sérieuse de tourner les rangs de l'armée contre ses dirigeants impopulaires. Après des mois de va-et-vient, la guérilla palestinienne a été vaincue et chassée de Jordanie lors de ce qu'on appelle depuis « Septembre noir ».¹⁶ Les dirigeants arabes prétendent plus « radicaux » ne sont pas venus en aide aux Palestiniens. Chris Harman, relatant le bombardement jordanien

de la résistance palestinienne, a déclaré : « Pendant ce temps, Nasser, longtemps autoproclamé “leader de la révolution arabe”, se tient à l’écart en espérant que le roi gagnera ».¹⁷ Hafez al-Assad, le dictateur Syrien, adopta la même position et resta passif.

Malgré le soutien diplomatique et militaire de Staline à la création de l’État d’Israël, l’Union soviétique devint une référence clé pour l’OLP. En 1970, l’Union soviétique fournit non seulement de l’argent et des informations, mais aussi des formations militaires, des lance-roquettes, des mines et des missiles.

comme un comité central fondé sur l’interprétation stalinienne du « centralisme démocratique ». Dans la pratique, ce modèle d’organisation stalinien équivalait à un centralisme bureaucratique et sapait la démocratie interne.

En effet, l’Union soviétique visait à transformer les organisations qui lui étaient liées en instruments loyaux de ses propres objectifs de politique étrangère. Un rapport des services secrets soviétiques expose ouvertement les intentions qui sous-tendent le soutien à la guérilla du FPLP : « La nature de nos relations avec Haddad nous permet

d’exercer un certain contrôle sur les activités de la section des opérations extérieures du FPLP [ce qui nous permet] d’exercer une influence favorable à l’Union so-



Des combattant-es palestinien-nes à Amman durant la crise de «Septembre noir» en 1970.

Les armes étaient en particulier acheminées vers les combattants du FPLP. L’attrait du FPLP pour l’Union Soviétique ne se limita pas à la réception de prestations matérielles ; il impliqua aussi l’adoption de concepts organisationnels

viétique – et aussi d’atteindre certains de nos propres objectifs par le biais des activités du FPLP tout en observant le secret nécessaire ».¹⁸ La dépendance à l’égard de l’Union soviétique signifiait au moins un certain degré d’obéissance à ses

instructions et à ses impératifs idéologiques.

LES LIMITES D'UNE STRATÉGIE MILITAIRE DE LIBÉ- RATION NATIONALE

S'inspirant du guévarisme, les forces de gauche au sein de l'OLP mettaient l'accent sur la lutte armée et le volontarisme révolutionnaire. Leila Khaled, cadre du FPLP et l'une des pirates de l'air de septembre 1970, a repris dans son autobiographie les célèbres paroles de Guevara sur la tâche des révolutionnaires : « Nous agissons en tant que révolutionnaires pour inspirer les masses et déclencher le bouleversement révolutionnaire à une époque de contre-révolution ».¹⁹ L'idée exprimée ici est que la volonté révolutionnaire des individus peut transformer une phase contre-révolutionnaire en une phase révolutionnaire. La résistance armée était considérée comme le moyen de parvenir à la révolution. Khaled imagine une stratégie de libération de la Palestine basée sur l'exemple de la lutte armée dans d'autres contextes coloniaux : « Nous devons apprendre à imiter nos frères algériens ». De même, le FPLP affirmait que le Front de libération nationale vietnamien « a prouvé que ce n'est qu'avec une formule

» de guérilla populaire que « nous sommes capables de faire face à l'impérialisme et à sa supériorité technologique, économique et militaire ».²⁰

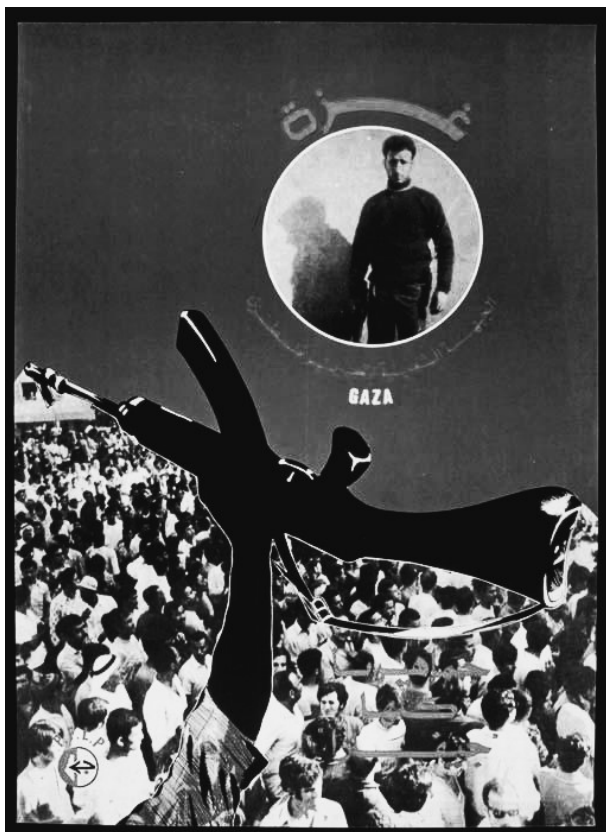
De nombreuses forces au sein de la gauche palestinienne ont rejeté à juste titre la logique du Fatah de fausse diplomatie, de concessions politiques et de cycles de négociations infructueux avec la puissance coloniale israélienne. Ghassan Kanafani, romancier et membre éminent du FPLP, a décrit ces pourparlers inégaux comme une « conversation entre l'épée et le cou ».²¹ Toutefois, comme Jabra Nicola, un important socialiste révolutionnaire palestinien, l'a fait remarquer à juste titre, l'accent mis presque exclusivement sur une stratégie militaire signifiait que les critiques de gauche du Fatah s'abstenaient de s'impliquer dans les luttes d'en bas menées par les organisations palestiniennes de base.²² La résistance armée s'est substituée au projet de participation des masses au processus d'émancipation nationale. Dans un article intitulé « Thèses sur la révolution dans l'Orient arabe », Jabra, écrivant sous le pseudonyme de « A Said », résume sa compréhension des « raisons de la défaite palestinienne » :

1. L'incapacité des dirigeants à reconnaître, en théorie et en pratique, la portée régionale (tout l'Orient arabe) de la révolution ; la

séparation de la lutte pour la « libération de la Palestine » de la lutte contre tous les régimes arabes pour une révolution socialiste prolétarienne dans l'ensemble de l'Orient arabe, qui seule peut vaincre l'impérialisme et l'Etat sioniste d'Israël.

2. L'adoption de la théorie de la « révolution par étapes » et de la théorie des « contradictions primaires et secondaires », subordonnant la lutte des classes pendant « une certaine période » à l'« unité nationale », et considérant ainsi les régimes arabes et les classes dirigeantes arabes comme des alliés dans la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre Israël, et non comme des ennemis de classe contre lesquels il faut lutter et qu'il faut renverser.

3. Son acceptation de la théorie du « focus », qui met presque exclusivement l'accent sur l'aspect militaire de



Mohamed Al-Aswad, martyr contemporain de Leïla Khaled, est surnommé le «Guevara de Gaza». Affiche du FPLP de 1975.

la lutte, et son refus de reconnaître la nécessité d'une organisation d'avant-garde révolutionnaire panarabe et [la nécessité de] subordonner les opérations militaires à la stratégie politique et à la direction politique. Ainsi, il n'a fait aucun effort pour politiser les masses dans les différents pays arabes et les mobiliser pour une lutte ré-

volutionnaire, non seulement pour la « libération de la Palestine », mais pour la libération de tout l'Orient arabe de la domination impérialiste et des dirigeants et régimes arabes à travers lesquels [l'impérialisme] domine. Son insistance sur la séparation de la lutte palestinienne de la lutte locale dans les pays arabes l'a conduit à adopter une telle politique vis-à-vis des masses arabes qu'elle a même démoralisé et contrarié les masses jordaniennes et libanaises au sein desquelles elle agissait et avait sa base.²³

La logique de leur focalisation sur la guérilla a conduit les forces de gauche au sein de l'OLP à rivaliser avec le Fatah sur le plan militaire en organisant des opérations armées toujours plus spectaculaires. Cependant, même l'aile militairement la plus radicale du nationalisme révolutionnaire considérait l'activité des masses comme un simple outil de construction d'un État-nation, au lieu de voir la possibilité pour les gens ordinaires d'accomplir leur propre émancipation en prenant le contrôle des moyens de production. En effet, cette attitude peut être décelée dans le document fondateur du FPLP de 1967, qui appelait les masses à remplir leur rôle de catalyseur de la résistance armée :

Les masses (ô fils de notre peuple héroïque !) sont le souffle vital des combattants, et c'est l'implication des masses dans la bataille qui assure la victoire à long terme. Le soutien populaire aux militants à tous les niveaux et dans tous les pays constitue la base d'une lutte authentique, ferme et croissante et d'une fermeté qui s'accroît jusqu'à l'écrasement de l'ennemi.²⁴

Selon cette perspective, l'activité de masse sert de condition favorable à l'action d'un petit groupe de militants. Plutôt que de développer leur propre capacité d'auto-organisation révolutionnaire, les travailleurs sont censés agir principalement en tant que soutien aux opérations militaires des organisations de guérilla.

DU FUSIL AU RA- MEAU D'OLIVIER

Après la défaite des factions armées palestiniennes en Jordanie par les forces du roi Hussein en septembre 1970, l'OLP a été contrainte de quitter le pays et de s'installer au Liban, où elle s'est rapidement retrouvée au cœur de la guerre civile libanaise. Celle-ci s'est avérée être un point clé dans le développement de la gauche palestinienne.

Pendant son séjour au Liban, l'OLP a formé une entité quasi-étatique, ce qui a conduit à la bureaucratisation et à l'institutionnalisation de ses factions, y compris de celles de gauche.²⁵ Cela a affecté le FPLP, qui a également reçu des fonds par l'intermédiaire de l'OLP. L'activisme politique a fait l'objet d'une « professionnalisation », les structures bureaucratiques se développant et augmentant leur dépendance matérielle à l'égard des fonds de l'OLP et des États qui la parrainent. Cette bureaucratisation « influençait tacitement l'action du FPLP et représentait un obstacle au changement », car tout changement de ce type « mettrait en péril les positions établies au sein de l'organisation » :

En outre, la structure bureaucratique représentait également un instrument à la disposition de la direction pour exercer un contrôle plus fort sur les membres de la faction. Par conséquent, la nécessité pour le FPLP de maintenir son intégration au sein des institutions de l'OLP et la bureaucratisation de sa structure... ont favorisé une approche conservatrice au sein de la direction du FPLP.²⁶

La corruption généralisée de l'OLP a affecté ses courants de gauche par le biais du système de répartition des fonds entre les factions, qui a également institutionnalisé la concurrence entre elles

pour l'obtention de fonds de la part des États donateurs. En fin de compte, le comité exécutif de l'OLP contrôlait le budget de l'organisation, et la prise de décision et le contrôle budgétaire étaient de plus en plus consolidés sous la direction de Yasser Arafat du Fatah, qui s'en servait comme d'un outil d'influence politique. Le FPLP a quitté le comité exécutif en réponse aux premiers pas de l'OLP vers l'adoption d'une solution à deux États, le « Programme en dix points » de 1974, mais il l'a réintégré sept ans plus tard. L'érosion de la démocratie interne au sein de l'OLP s'est reflétée dans la Fédération générale palestinienne des syndicats, au sein de laquelle les élections internes ont pris fin après 1981, son exécutif étant choisi par le parti. Le Fatah disposait de six des sièges disponibles, trois étaient attribués au FPLP et les autres partis de gauche se répartissaient les trois sièges restants.

Au cours des années 1980, les journaux indépendants, qui avaient été auparavant d'importants vecteurs d'autonomie pour l'aile gauche de l'OLP, ont également perdu de leur poids. Le FPLP Bulletin en anglais a cessé de paraître en 1984. Il a été remplacé par une publication bimestrielle, Democratic Palestine, mais celle-ci n'a pas survécu une décennie. Après le transfert de son siège en Syrie en 1986, l'hebdomadaire du FPLP,

Al-Hadaf, est soumis à la censure du régime Assad.²⁷

La direction de l'OLP opérait toujours en exil et n'était pas impliquée de manière substantielle dans les activités en Palestine occupée. Le siège du FPLP s'est installé à Damas en 1982, le régime d'Assad devenant « son principal partenaire régional ».²⁸ Avant le milieu des années 1970, lorsque les factions de gauche de l'OLP ont commencé à jouer un rôle en Palestine occupée, la seule faction de l'OLP qui y était présente était le minuscule Parti communiste palestinien.²⁹

En 1987, le déclenchement de la première Intifada a attiré l'attention sur la bande de Gaza et la Cisjordanie occupées.³⁰ Les Palestiniens ont résisté à l'occupation israélienne par des mobilisations de masse, des grèves générales et des organisations de base qui ont fasciné les gens ordinaires dans le monde entier. Des comités auto-organisés ont organisé des manifestations, des grèves et une résistance physique aux forces d'occupation israéliennes, et ont mis en place des systèmes de santé et d'éducation clandestins. Le rôle de ces comités populaires a été célébré par certains éléments de la direction du mouvement palestinien sur le terrain à Gaza et en Cisjordanie. Dans un communiqué publié le 28 mai 1988, la direction nationale unifiée du soulèvement a exhorté les Palestiniens à « construire l'appareil d'auto-gouvernement du

peuple par le biais des comités populaires ».³¹ Une potentielle alternative à l'idée que l'OLP se faisait d'elle-même en tant que « seul représentant » du peuple palestinien était en train d'émerger, même si la gauche n'était pas bien ancrée dans le soulèvement.

Il est évident qu'une OLP dirigée par le Fatah résisterait à cette évolution. Le risque d'être remplacé par la direction alternative émergente de la base à Gaza et en Cisjordanie a poussé Arafat à poursuivre les négociations avec Israël et les États-Unis. Cela aurait pu être un moment décisif pour une alternative révolutionnaire de gauche. Cependant, bien que le FPLP ait été en mesure d'établir une présence populaire en Palestine occupée par le biais d'une organisation clandestine, sa direction bureaucratisée en exil est restée liée à l'OLP. Il a donc adopté une position ambiguë à l'égard de la politique d'Arafat, ce qui l'a éloigné de sa base à Gaza et en Cisjordanie.

Les énergies révolutionnaires de la première Intifada n'ont pas seulement été étouffées par les tendances bureaucratiques du Fatah à la collaboration et au compromis. La fragmentation historique de la classe ouvrière palestinienne par le colonialisme israélien et le déplacement de millions de Palestiniens ont également joué un rôle essentiel dans la défaite du soulèvement.³² Les grèves et les mobilisations de masse à la base ont cau-



Manifestation en soutien au Hamas à Ramallah (Cisjordanie) durant la campagne de 2006.

sé de graves problèmes à la classe dirigeante israélienne, générant des crises militaires et politiques. Toutefois, ces luttes n'ont pas réussi à paralyser et à fracturer l'État israélien qui a continué à fonctionner grâce à la volonté des Israéliens juifs de remplacer la main-d'œuvre palestinienne et à l'aide militaire et économique continue des États-Unis.

À partir du milieu des années 1990, la formation de l'Autorité palestinienne en tant que sous-traitant de l'occupation par les accords d'Oslo a conduit à la consolidation et à l'institutionnalisation du processus de normalisation entre l'OLP et Israël. Dans leurs annonces, le FPLP et le FDLP étaient tous deux opposés à Oslo dès le départ, et le FPLP a même initié et dirigé une al-

liance « Front du refus » contre les accords d'Oslo, à laquelle s'est joint le FDLP. Cependant, la dépendance des structures du FPLP à l'égard de l'OLP les a laissés mal équipés – sur le plan idéologique, organisationnel et financier – pour mettre en œuvre leur position de rejet.

Le Hamas est apparu comme un nouveau concurrent pour le leadership palestinien en dehors du cadre de l'OLP. Entre 1988 et 1989, le FPLP enregistrait encore une croissance massive de ses effectifs, mais celle-ci s'est considérablement ralentie en 1991. Un an plus tard, la croissance s'est complètement arrêtée. Un certain nombre de membres du FPLP sont passés au Hamas, qu'ils considéraient comme la nouvelle organisation en devenir.³³ La popularité du FPLP

est tombée à 3 % en 1995, lorsque les dirigeants de l'OLP, après avoir entamé de nouveaux cycles de négociations avec Israël, ont signé l'accord de Taba, également connu sous le nom d'« Oslo 2 ».³⁴ En 2006, selon le Palestinian Center for Policy and Survey Research, le soutien global au Hamas parmi les électeurs palestiniens s'élevait à 38,6 %, contre 42,1 % pour le Fatah.³⁵ Le même sondage révélait que le FPLP ne recevait que 4,4 %, tandis que le FDLP avait 1,2 %. Le sondage le plus récent du Palestinian Center for Policy and Survey Research, réalisé en décembre 2023, a révélé que le Hamas était soutenu à 43 %, le Fatah à 17 % et le FPLP à seulement 1 %.³⁶

Aucune des factions de gauche de l'OLP n'a été considérée comme une alternative cohérente et indépendante au Fatah par une grande partie des masses palestiniennes, les partis islamistes comblant le vide.

La gauche palestinienne post-Oslo n'a pas réussi à se remettre de sa chute au cours des dernières décennies. Néanmoins, les questions stratégiques et politiques soulevées par son essor et son déclin continuent de jouer un rôle dans la politique contemporaine de la Palestine. Aujourd'hui, les principales forces de résistance nationale s'identifient largement à l'islam politique, mais le mouvement de libération palestinien est toujours confronté à des défis similaires à

ceux rencontrés par les factions nationalistes laïques et de gauche de l'OLP entre les années 1960 et le début des années 1990, y compris les questions de la dépendance de la résistance à l'égard d'une logique militaire et de sa dépendance à l'égard des États régionaux qui la soutiennent.

Au cours des dernières décennies, l'Iran est devenu le principal État soutenant les combattants de la résistance palestinienne. Comme indiqué précédemment, le FPLP et le FDLP à Gaza sont membres de la Salle commune des factions de la résistance palestinienne, qui fait partie de l'Axe de la résistance dirigé par l'Iran, une coalition politique et militaire informelle formée par l'Iran avec ses alliés et ses mandataires au Moyen-Orient. Avant d'être assassiné par l'Autorité palestinienne, Nizar Banat, intellectuel populaire de gauche, a posé une question rhétorique dans l'une de ses vidéos : « Où avez-vous trouvé les roquettes qui protègent Gaza ? »³⁷ Son argument, adressé aux factions non islamistes, était que les Palestiniens devraient être reconnaissants à l'Iran de fournir des armes à toutes les forces de résistance.

Toutefois, comme toujours, le soutien de l'Iran à la résistance est assorti de conditions. Lorsque le Hamas a refusé d'apporter un soutien inconditionnel à la dictature d'Assad, soutenue par l'Iran, pendant la révolution syrienne, l'Iran a

réduit son soutien financier de 150 millions de dollars à moins de 75 millions de dollars. Lorsque le Jihad islamique palestinien a refusé d'exprimer sa solidarité avec le mouvement Houthi soutenu par l'Iran au Yémen, ses fonds ont été réduits en conséquence et redirigés vers le mouvement Sabireen, une organisation chiite gazaouie aujourd'hui disparue. En fin de compte, le Jihad islamique a obtempéré.³⁸

Ces dernières années, la direction du Hamas en exil au Qatar a également montré des signes de volonté de suivre la voie déjà tracée par le Fatah et la direction historique de l'OLP : un accommodement avec les puissances occidentales et le système étatique international. En 2017, cela s'est traduit par une modification de la charte du Hamas, le document fondateur du groupe, afin d'en supprimer les termes qui excluraient une solution à deux États. La charte révisée de 2017 a également accepté l'existence d'un État palestinien dans les frontières de 1967 des territoires palestiniens occupés.³⁹ En outre, les responsables du Hamas ont réitéré leur engagement en faveur d'un compromis « temporaire » sur deux États en avril 2024.⁴⁰

Le Hamas reste une organisation déchirée par un certain nombre de contradictions politiques internes et de classe. Néanmoins, la base de son parti et de son aile militaire à Gaza sont déterminées à poursuivre la résistance. La ré-

silience de sa base politique et de son organisation militaire, malgré l'ampleur de l'assaut israélien meurtrier, a surpris les ennemis du Hamas comme ses partisans.

ÉCHOS DANS LA DIASPORA

De vieux arguments sur les stratégies de libération sont réapparus alors que le mouvement international de solidarité avec la Palestine a pris une ampleur inimaginable à la suite de l'offensive du Hamas le 7 octobre et de l'invasion génocidaire de Gaza par les Israéliens.

En raison du nettoyage ethnique répété de la Palestine depuis 1948, les communautés de la diaspora palestinienne se composent de millions de personnes à travers le monde. Ces communautés diffèrent par leur composition sociale, leur lieu d'origine et les pays qu'elles ont fuis. En conséquence, elles ont toutes une expérience concrète différente des défis historiques et contemporains auxquels sont confrontés les Palestiniens à Gaza, en Cisjordanie, en « Palestine de 1948 » (c'est-à-dire la zone officiellement revendiquée par Israël depuis la Nakba), en Jordanie, au Liban, en Syrie, dans les États du Golfe et dans d'autres régions du Moyen-Orient. Les controverses et les conflits concernant les positions sur le Hamas et l'OLP, les ré-

volutions arabes et les contre-révolutions qui ont suivi, ainsi que les stratégies de libération nationale palestinienne, éclatent fréquemment au sein des communautés de la diaspora et du mouvement de solidarité.

Cela n'a rien de surprenant. Les communautés en exil abritent des reliques, mais elles sont également marquées par des contrastes internes. Les anciennes structures de l'OLP ont survécu en Occident et les communautés diasporiques sont souvent dirigées par des membres exilés de la classe capitaliste ou par des cadres de longue date du parti. Certaines entretiennent des relations diplomatiques et financières avec les États arabes affiliés à leurs partis politiques respectifs. À certains égards, les structures politiques diasporiques ressemblent à des modèles miniatures de l'OLP. Les formations politiques en exil étant actives depuis des décennies, nombre d'entre elles ont conservé des caractéristiques qui jouaient un rôle plus important avant l'émergence du Hamas et la création de l'Autorité palestinienne. Certaines considèrent toujours l'OLP comme « l'unique représentant du peuple palestinien » – comme l'appellent les Nations unies et la Ligue arabe – et se considèrent donc comme les seuls représentants de leurs diasporas palestiniennes respectives. Pourtant, nombre de ces structures politiques en exil sont confrontées à des problèmes de reproduction

de leurs organisations, et perdent parfois même leurs propres descendants, qui sont incapables de s'identifier à ces groupes hérités au-delà d'un niveau abstrait.

De nouvelles formations prometteuses de la diaspora palestinienne ont vu le jour ces dernières années, notamment lors du mouvement Black Lives Matter en 2020 et après la vague de solidarité lorsque les Palestiniens ont résisté à l'expulsion et au nettoyage ethnique dans le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem. Le mouvement de la jeunesse palestinienne aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne et Palästina Spricht (Palestine parle) en Allemagne en sont des exemples. En général, ces structures politiques ont été créées par les deuxième et troisième générations de Palestiniens de la diaspora. Les positions politiques adoptées par les militants au sein de ces groupes sur la base d'une notion non définie de l'identité palestinienne sont nécessairement diverses. Par exemple, le Palestinian Youth Movement déclare : « Indépendamment de nos différents antécédents politiques, culturels et sociaux, nous nous efforçons de faire revivre une tradition d'engagement pluraliste envers notre cause ».⁴¹ L'indépendance de l'organisation et sa non-affiliation à un parti palestinien sont soulignées dans sa présentation publique, comme le sont ses efforts pour reconstruire un mouvement de libération palestinienne en s'en-

gageant dans des luttes aux côtés d'autres groupes opprimés. Son site web, par exemple, documente ses mobilisations en solidarité avec ceux qui protestent contre le Dakota Access Pipeline et ses tentatives d'établir des liens entre la lutte palestinienne et les expériences de génocide et d'oppression des peuples indigènes d'Amérique du Nord.

Comme dans d'autres groupes de jeunes activistes, le pourcentage d'étudiants est généralement élevé. Nombre de ces militants palestiniens ont été socialisés en tant que citoyens migrants dans les pays occidentaux avant de s'organiser politiquement en tant que Palestiniens. D'autres, actifs dans ces groupes, n'ont émigré en Occident que récemment, fuyant, par exemple, la guerre civile syrienne et la destruction du camp de réfugiés palestinien de Yarmouk. La question de l'affiliation de la résistance palestinienne à des États nationaux revêt une dimension concrète pour les militants qui ont vu le commandement général du FPLP sévir dans ce camp pour défendre le régime d'Assad.

Naturellement, des défis sur d'autres questions se posent également dans ces formations, y compris des visions concurrentes pour une Palestine libre et des pressions vers des formes de séparatisme basées sur une notion floue de l'identité palestinienne. En outre, les militants palestiniens les plus clairvoyants ont déjà compris que

même s'ils parvenaient à organiser l'ensemble de leur communauté dans un pays impérialiste donné, cela ne suffirait pas à affaiblir de manière substantielle le soutien de cet État à Israël.

Dans ces contextes, des discussions sur les tactiques de front uni ont tendance à émerger. Il est tout à fait compréhensible, étant donné les trahisons historiques expliquées ci-dessus, que les militants palestiniens craignent largement ce que l'on appelle la « normalisation » : l'établissement de relations avec les sionistes et l'occupation. Lorsque l'on tente d'élargir le mouvement de solidarité, on discute de la manière de différencier les tactiques de front uni visant à atteindre la base des organisations de la classe ouvrière et les activités qui normalisent la trahison de la cause palestinienne.

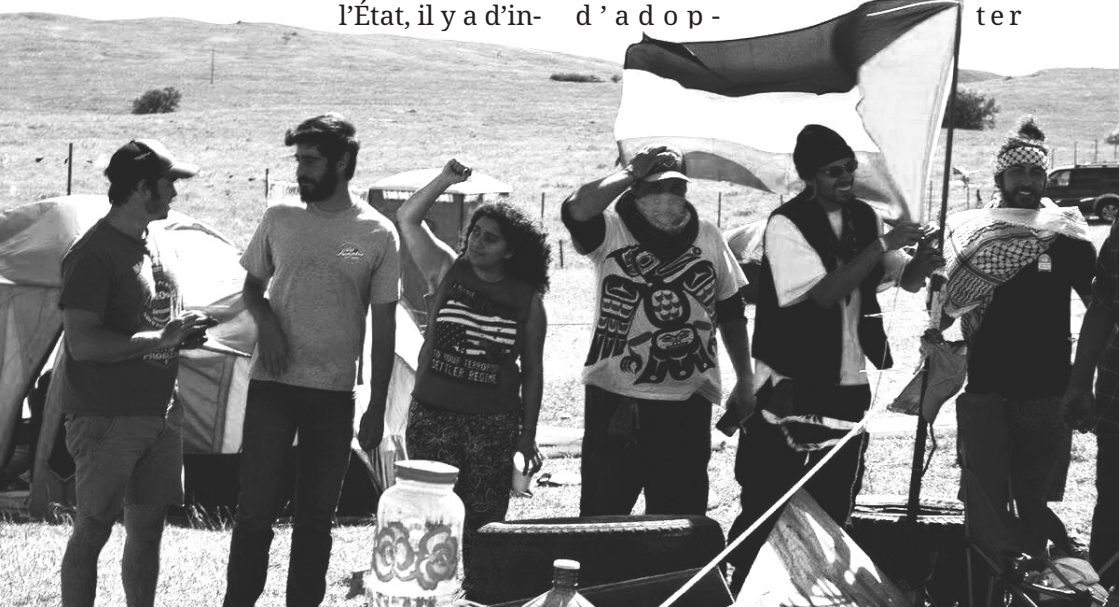
L'un des débats les plus urgents auxquels les socialistes sont confrontés dans le cadre des mobilisations de masse contre le génocide israélien à Gaza est celui des relations avec les autres mouvements et luttes, en particulier le mouvement ouvrier. Ces derniers mois, des actions inspirantes ont été menées par les travailleurs pour stopper les livraisons d'armes à Israël. Les manifestations du 1er mai dans le monde entier ont fait de la solidarité avec la Palestine l'un de leurs principaux cris de ralliement. Dans certains endroits, des manifestants pro-palestiniens se sont joints aux

protestations des travailleurs ; dans d'autres, les travailleurs et les syndicalistes ont eux-mêmes soulevé des revendications pro-palestiniennes. Dans plusieurs régions du monde, des travailleurs et des militants ont résisté à l'interdiction des drapeaux palestiniens par leur propre bureaucratie syndicale. La nouvelle et jeune génération de militants palestiniens est de plus en plus impliquée dans ces conflits et ces expériences politiques.

La construction d'un mouvement de solidarité enraciné dans la classe ouvrière est particulièrement importante en raison de la répression croissante de l'État et de la police contre le mouvement mondial de solidarité avec la Palestine, comme l'ont montré les campements d'étudiants aux États-Unis, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. Au milieu des attaques brutales de l'État, il y a d'in-

tenses discussions sur les tactiques adéquates pour contrer cette répression. Les méthodes autonomes de militantisme et d'action clandestine séduisent de nombreuses personnes dans ces conditions, en particulier celles qui s'inspirent de la résistance armée de la guérilla palestinienne. En outre, les militants sont contraints de prendre position sur les questions de la lutte militaire par la diabolisation de la part des gouvernements et dans les médias de toute forme de résistance palestinienne. L'échange de missiles et de drones entre Israël et l'Iran, ainsi que le blocage par les Houthis de la navigation internationale en mer Rouge, ont déclenché un nouveau cycle de discussions sur ce que l'on appelle l'Axe de la Résistance.

Analyser les événements historiques et récents afin d'adopter



Palestinien·nes et Sioux en lutte contre la construction du Dakota Access Pipeline en 2016.

une position éclairée sur les stratégies de libération de la Palestine est une nécessité pour les Palestiniens et pour le mouvement de solidarité à l'étranger. Comprendre les débats sur les rapports entre les actions armées et la mobilisation de masse dans le passé peut aider à clarifier les stratégies pour l'avenir. Comme indiqué ci-dessus, l'expérience des formations historiques de la gauche palestinienne démontre que les actions secrètes de quelques experts ne peuvent se substituer au pouvoir collectif d'une activité de masse et d'une solidarité de masse.

Les arguments autour des tactiques de guérilla sont loin d'être limités aux milieux militants. L'écologiste marxiste et auteur suédois Andreas Malm est connu pour prôner des stratégies d'action directe pour le mouvement climatique.⁴² En conséquence, dans une analyse récente de l'attaque génocidaire des Israéliens à Gaza, il a suggéré que les opérations de guérilla menées par le Hamas le 7 octobre étaient la plus grande réussite du mouvement palestinien jusqu'à présent, éclipsant la première Intifada.⁴³ Bashir Abu-Manneh, qui enseigne la littérature palestinienne et israélienne, a répondu à Malm dans un article paru dans *Jacobin*, où il l'accuse à juste titre "d'ignorer que la première Intifada a été le plus grand mouvement de masse anticolonial auto-organisé de l'histoire palestinienne, et qu'elle a contraint Israël à faire des conces-

sions politiques sans précédent".⁴⁴ La conception (non-armée) de la propagande par le fait de Malm est liée à celle (armée) des guérillas, car toutes les deux découlent d'un profond scepticisme quant au potentiel et au pouvoir de la classe ouvrière organisée.

Pourtant, Bashir Abu-Manneh ne propose guère plus d'alternative ; démoralisé par le carnage génocidaire à Gaza, il suggère que le mouvement de solidarité avec la Palestine traite la lutte comme une question de droit international qui ne fait aucune distinction entre l'opprimeur et l'opprimé, le colonisateur et le colonisé. Selon lui, la résistance armée du Hamas n'a apporté que destruction et défaite. D'un point de vue internationaliste, cet argument ne tient pas. La situation à Gaza est dévastatrice, mais les pratiques génocidaires d'Israël sont antérieures à octobre 2023. En 2018, les Nations Unies avaient déjà déclaré la bande de Gaza « invivable » en raison du siège israélien.⁴⁵ Israël ne se contente pas de riposter à l'attaque du 7 octobre, mais l'utilise pour justifier sa volonté d'effacer Gaza. En 1992, le premier ministre Yitzhak Rabin a déclaré : « J'aimerais me réveiller un jour et constater que Gaza a sombré dans la mer ». ⁴⁶ De plus, l'intensité de l'assaut des forces israéliennes contre les civils palestiniens est loin d'être unique : entre juin et août 1982, plus de 17 000 personnes ont été tuées au Liban par Israël, soi-disant

en « représailles » à la tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres.⁴⁷

L'auteur palestinien Toufic Hadad explique qu'avant le 7 octobre, le mouvement national palestinien « se trouvait dans la position peu enviable de voir sa cause réduite à néant par les divisions internes et le carcan des accords d'Oslo », ce qui était aggravé par « les accords de normalisation arabes avec Israël et le fait que personne ne demandait vraiment des comptes à Israël ».⁴⁸ Aujourd'hui, cependant, l'attaque israélienne dans le sillage du 7 octobre a déclenché un mouvement de solidarité mondial sans précédent, avec des manifestants en Jordanie, en Égypte et au Maroc qui sont entrés en conflit avec leurs régimes. Au-delà du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les centres de l'alliance impérialiste occidentale, notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, ont également connu d'importantes mobilisations en faveur des Palestiniens.

Une dynamique similaire est apparue lors de la seconde Intifada, qui a éclaté en septembre 2000. Plutôt que de s'appuyer sur une organisation de masse à la base comme lors de la première Intifada, la seconde Intifada a été associée à des opérations militaires élitistes. Elle a néanmoins déclenché des actions de solidarité étudiante en Égypte, qui ont ensuite été considérées comme les premiers signes d'une

organisation populaire menant à la révolution égyptienne de 2011, ébranlant l'un des piliers les plus solides du soutien à l'État israélien et à l'impérialisme parmi les régimes arabes.⁴⁹

La résilience militaire de la résistance palestinienne est un facteur crucial de la situation actuelle. Les analystes militaires israéliens et une partie croissante de la population israélienne le reconnaissent aujourd'hui. Malgré des avantages écrasants en termes de puissance de feu et de technologie militaire, ainsi que le soutien enthousiaste des États les plus puissants de la planète, l'armée israélienne n'a pas réussi à « anéantir » le Hamas. Elle n'a pas non plus vaincu le mouvement palestinien. Au contraire, le Hamas a rétabli le contrôle politique dans des zones de Gaza censées avoir été conquises par les forces israéliennes il y a plusieurs mois, ce qui amène les responsables israéliens à envisager une « bataille prolongée » et à prédire que leurs forces ne parviendront pas à atteindre leurs objectifs militaires avant 2026 ou 2027.⁵⁰

Même si nous nous opposons à une stratégie basée uniquement sur l'action militaire, nous ne pouvons pas nier le fait que la résistance armée a provoqué des ondes de choc dans les principaux États de l'impérialisme occidental. Cependant, l'expérience du passé montre que la lutte armée ne peut se substituer à l'internationalisme de la classe

ouvrière et au pouvoir que les travailleurs détiennent entre leurs mains contre le système mondial du capitalisme et de l'impérialisme. Même si ce pouvoir est actuellement réprimé au Moyen-Orient, c'est certainement dans la région autour de la Palestine que les mobilisations des travailleurs ont le plus de chances de faire pencher la balance en faveur de la révolution contre l'État israélien, créant ainsi des possibilités de démantèlement permanent de la machine de guerre sioniste. Comme d'autres auteurs de ce journal l'ont affirmé depuis de nombreuses années, la classe ouvrière égyptienne en particulier a le potentiel d'approfondir massivement les crises causées par la lutte palestinienne à la fois

pour l'État israélien et pour les États-Unis et leurs alliés occidentaux. Les travailleurs égyptiens ont le pouvoir de menacer la stabilité du régime militaire égyptien, qui est un canal clé de l'influence impérialiste dans la région.⁵¹ Au moment où nous écrivons ces lignes, la dictature du maréchal Abdel Fattah al-Sissi continue d'imposer le calme dans les rues et sur les lieux de travail d'Égypte, en utilisant les outils d'une répression brutale. Néanmoins, il reste hanté par l'expérience de la révolution égyptienne de 2011, qui avait un lien important et organique avec la lutte palestinienne et la solidarité de la masse du peuple égyptien avec la Palestine occupée.



Manifestation en soutien à la Palestine au Caire en octobre 2023.

La gauche palestinienne n'a jamais sérieusement essayé une stratégie organisationnelle cohérente pour développer l'auto-organisation et le pouvoir de la classe ouvrière, que ce soit dans la Palestine historique, dans la région au sens large ou dans la diaspora palestinienne. Les formations historiques de gauche n'ont pas réussi à rompre avec l'idée que les actions héroïques de la minorité armée, plutôt que l'auto-activité de millions de personnes, ouvriraient la voie à la libération nationale du peuple palestinien du colonialisme de peuplement.

Comme j'ai tenté de le démontrer à travers cette analyse historique de la montée et de la défaite de la gauche palestinienne, la crise rencontrée lors de la première Intifada était une crise de la direction. La direction des organisations de gauche palestiniennes s'appuyait sur des opérations armées élitistes et sur le soutien des États arabes. Pendant l'Intifada, il n'y avait pas de parti révolutionnaire ancré dans la classe ouvrière qui aurait pu offrir une alternative clairvoyante à la capitulation de l'OLP.

Le soutien inconditionnel à toute la résistance palestinienne doit s'accompagner d'un engagement sérieux dans les débats sur la manière dont la résistance peut être la plus efficace et comment elle peut finalement parvenir à la libération. Nous devons discuter des erreurs commises dans le passé et dialoguer

sur les stratégies qui peuvent réussir. La nécessité d'une construction stratégique de partis révolutionnaires – en Palestine occupée et au-delà – capables de relever le défi du renversement du colonialisme sioniste augmente chaque jour qui passe, alors que le génocide contre le peuple palestinien se poursuit.

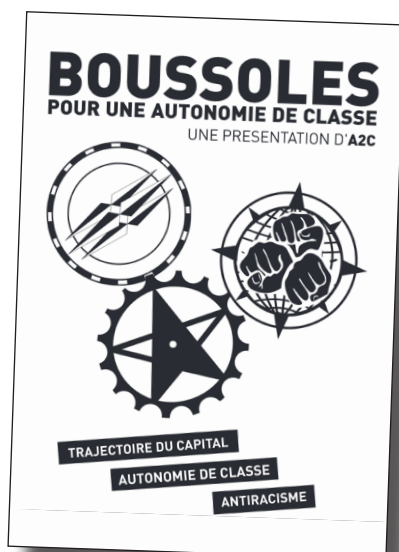
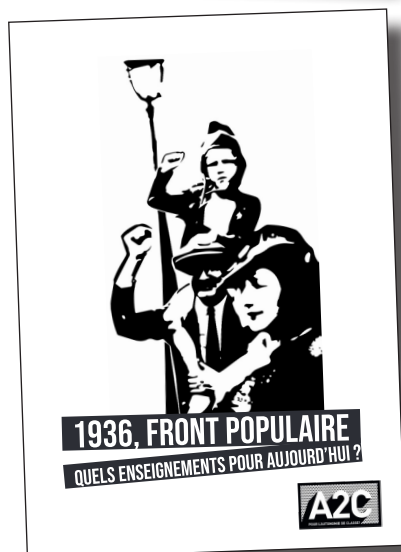
**Ramsis Kilani, Sozialismus
von unten (Socialisme par en-
bas), Allemagne.
International Socialism
#183, juin 2024**



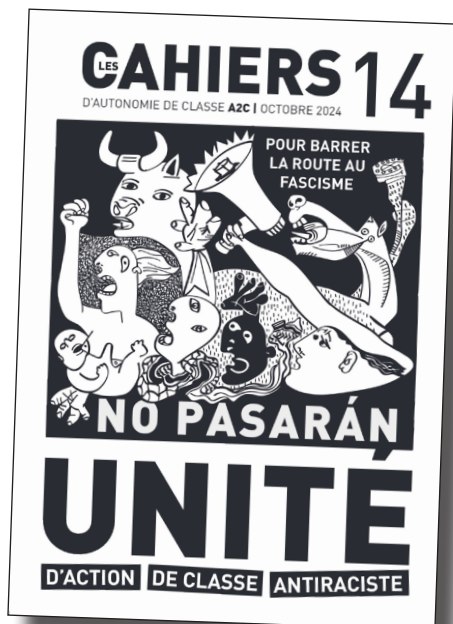
*Stratégies pour la
libération : anciens et
nouveaux arguments de la
gauche palestinienne*

Publications d'A2C

NOS BROCHURES



NOTRE REVUE BIMESTRIELLE



Retrouvez nos articles et nos évènements sur notre site :

autonomiedeclasse.org

N'hésitez pas à nous contacter si vous voulez polémiquer ou nous rencontrer :

a2c@riseup.net

Réseaux sociaux :

A2C/Autonomie de classe

autonomiedeclassse.org

Prix conseillé 2 euros